



REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un Peuple - Un But - Une Foi

MINISTRE DE LA FAMILLE,
DU DEVELOPPEMENT SOCIAL ET
DE LA SOLIDARITE NATIONALE

3602

PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(FAD - FND) **0001909**

N° _____ /MFDSSN/PLCP FAD-FND

Dakar le **30 SEP. 2003**

La Directrice

OBJET : Transmission aide-mémoire.

Monsieur le Coordonnateur,

Je vous transmets ci-joint, pour information, l'aide-mémoire de la mission de supervision de la Banque Africaine de Développement du Projet de Lutte contre la Pauvreté (FAD-FND) du 09 au 25 septembre 2003.

Vous en souhaitant bonne réception je vous prie d'agréer, Monsieur le Coordonnateur, l'assurance de ma considération distinguée.

A

Monsieur Ousmane KA
Coordonnateur CSPPLCP
MFDSSN
DAKAR

CS/PLCP
no = 356
30/09/03



Khady Fall NDIAYE

*Aide-mémoire de la mission de supervision
Du Projet de Lutte contre la Pauvreté (FAD-FND)
(09 au 25 septembre 2003)*

**AIDE MEMOIRE DE LA MISSION DE SUPERVISION
DU PROJET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE
(09 au 25 septembre 2003)**

I. INTRODUCTION

1.1 Du 09 au 25 septembre 2003, une mission de supervision de la Banque Africaine de Développement composée de Mme Raymonde COFFI, Architecte, a séjourné au Sénégal en vue de superviser le Projet de Lutte Contre la Pauvreté, parallèlement à la supervision des Projets Education II, III et IV et Santé I et II.

II. OBJECTIFS ET DEROULEMENT DE LA MISSION

2.1 La mission visait, entre autres objectifs, à : (i) discuter avec le gouvernement et les responsables du Projet de toutes les questions importantes relatives à l'exécution du projet ; (ii) déterminer le niveau d'exécution des activités du projet par composante et catégorie ; (iii) déterminer la situation des décaissements du prêt et de la contrepartie nationale ; (iv) identifier les difficultés et problèmes rencontrés dans l'exécution du projet et recommander des solutions.

2.2 Durant son séjour, la mission a rencontré Madame Awa Gueye Kébé, Ministre de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, Monsieur Daouda DIOP, Directeur de la Coopération Economique et Financière (DCEF) du Ministère de l'Economie et des Finances, l'AGETIP en charge de la maîtrise d'ouvrage relative déléguée aux infrastructures socio-communautaires, la SAFEFOD, MOD chargée de l'alphabétisation fonctionnelle des bénéficiaires du Projet, l'OFBD, bureau d'études en charge de la communication et de la sensibilisation, les Organisations Non Gouvernementales (ONG) et les SFD opérateurs dans le volet renforcement des capacités et le volet crédit. La mission a visité des activités de terrain : i) une classe de formation des facilitateurs d'alphabétisation à Dakar ; ii) une classe de formation des membres des comités de gestion des caisses locales d'épargne et de crédit (CLEC) ; iii) le chantier de construction d'une infrastructure communautaire à Sangalkam. La liste des personnes rencontrées est jointe en annexe 1.

2.3 Au terme du séjour, la mission a tenu avec les responsables du Ministère de l'Economie et des Finances et des projets supervisés une réunion de synthèse au cours de laquelle les résultats obtenus ont été discutés. Le présent aide-mémoire qui concerne le Projet de Lutte Contre la Pauvreté résume les conclusions et recommandations de la mission relatives à ce projet. Il a été rédigé et signé avec la partie sénégalaise sous réserve de l'approbation des résultats de la mission par la Direction de la Banque.

2.4 La mission adresse ses sincères remerciements aux autorités sénégalaises, en particulier au Ministre de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, à ses proches collaborateurs, à l'équipe du projet et à l'ensemble des personnes rencontrées pour l'appui reçu dans l'accomplissement du travail.

III. DESCRIPTION ET DONNEES DE BASE DU PROJET

Objectifs et description du projet

3.1 L'objectif général du projet est de contribuer à réduire la pauvreté au Sénégal. Les objectifs spécifiques du projet sont les suivants : (i) élever le niveau éducatif, les compétences techniques et professionnelles et les capacités d'auto-promotion des groupes-cibles ; (ii) accroître leurs capacités de génération de revenus et (iii) favoriser l'accès aux services de base.

3.2 Le projet comprend les composantes suivantes :

- Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires ;
- Composante II : Microfinance et activités génératrices de revenus ;

Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique ;
 Composante IV : Gestion du Projet.

Renseignements de base

3.3 Les données de base du Projet sont les suivantes :

- Date d'approbation : 30/06/1999
- Date de signature : 19/08/1999
- Date de mise en vigueur : 15/02/2001
- Date du dernier décaissement : 31/12/2004
- Coût total du Projet : 18,60 millions d'UC
 - Prêt FAD : 10,00 millions d'UC
 - Don FAT : 1,75 millions d'UC
- Autres sources de financement
 - Prêt FND : 5,00 millions d'UC
 - Gouvernement : 1,85 millions d'UC
 - Organe d'exécution: Bureau de Gestion du Projet (BGP), Ministère de la Famille, du Développement social et de la Solidarité Nationale

Financement du projet

3.4 Le Projet est financé conjointement par le FAD, le FAT, le Fonds Nordique de Développement (FND) et le Gouvernement comme indiqué dans le tableau suivant :

Coûts du projet par source de financement (en millions d'UC)

<u>Sources de Financement</u>	<u>Devises</u>	<u>Monnaie Locale</u>	<u>Total</u>	<u>% Total</u>
FAD	5,77	4,23	10,00	54%
FAT	0,58	1,17	1,75	9%
FND	2,62	2,38	5,00	27%
Gouvernement	0,00	1,85	1,85	10%
Total	8,97	9,63	18,60	100%
% du Total	48%	52%	100%	

IV. ETAT D'EXECUTION DU PROJET

Conditions de l'accord de prêt et de don

4.1 Toutes les conditions préalables ont été entièrement satisfaites en 2000/2001 et la mise en vigueur et le premier décaissement ont été prononcés le 15/02/2001. Quant à l'accomplissement des cinq (5) autres conditions de l'accord de prêt et du don, il se présente comme suit :

- i) *L'adoption, au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt, du manuel des procédures opérationnelles du fonctionnement du projet et du volet crédit* : Le rapport provisoire a été validé en août 2002 ; le document final a été soumis à la BAD le 17 septembre 2002.
- ii) *L'affectation au projet, au plus tard le 31 juillet 1999, des terrains pour la construction des cases foyers* : Les actes d'affectation des terrains ont été produits par les collectivités locales, entre mars et août 2003. Ce délai était requis pour le ciblage des besoins des communautés de base.

- iii) *Le versement annuel au plus tard le 31 mars de la contrepartie nationale* : Pour l'année 2001, la contrepartie du gouvernement a été décaissée en décembre 2001 pour un montant total de 461 448 497 FCFA. Quant à l'exercice 2002, la mobilisation relative au fonctionnement n'a été effective qu'au mois de juillet en raison de la modification des nomenclatures budgétaires en faveur de celles de l'UEMOA, et la part relative au fonds de crédit d'un montant de 365 millions a été viré en juin 2003. Pour l'exercice 2003, la mobilisation effective des fonds de crédit (229 millions FCFA) a eu lieu le 18 septembre 2003 ; Quant au fonctionnement, 64 millions ont été mis à la disposition du Projet en date du 15 juillet par le biais de la régie d'avances sur un budget total de 271 millions de FCFA. Le reliquat fera l'objet de versements suite aux justifications successives des dépenses effectuées.
- iv) *La soumission à la Banque, au plus tard six mois après la mise en vigueur du prêt, du programme détaillé de formation pour l'ensemble du projet* : Le consultant chargé de cette prestation a été recruté et a soumis, en fin avril 2002, le rapport final dont une copie a été transmise à la Banque pour avis en date du 29 mai 2002 et a été approuvé.
- v) *La mise à disposition des fonds du volet crédit aux SFD avant le démarrage de l'activité de crédit et la communication des conventions de gestion à la Banque* : A la suite du diagnostic des SFD et des structures de caisse de base, le projet de convention a été élaboré en tenant compte des observations de la BAD et finalisé au cours d'un atelier le 10 octobre 2002 avec les partenaires. Sur la base des requêtes de financement appuyées d'un programme prévisionnel, dès le 7 janvier 2003, la mise à disposition du fonds de crédit a été faite au profit des SFD.

Résumé de l'exécution physique du projet

4.2 Le recrutement du personnel du BGP et des URG a eu lieu respectivement en juin et septembre 2000. Le taux d'exécution global du projet en septembre 2003 est estimé à 44% réparti par catégorie et composante dans les tableaux suivants. Le niveau de réalisation physique détaillée du Projet est joint en annexe 2.

Taux d'exécution physique par catégorie

<u>Catégories</u>	<u>Taux de la mission précédente</u>	<u>Taux actuel</u>
Etudes et supervision (2,4% du coût du Projet)	19%	19%
Construction/Réhabilitation (20,7%)	16%	26%
Equipements/Mobilier/Fournitures (25,7%)	14%	17%
Services de spécialistes (8,3%)	26%	35%
Formation (18%)	28%	39%
Fonds de crédit (18,8%)	7%	20%
Fonctionnement (5,8%)	23%	36%
Audit (0,3%)	1,2%	50%
Total Pourcentage (100%)	29%	44%

Taux d'exécution physique par composante

<u>Composantes</u>	<u>Taux de la mission précédente</u>	<u>Taux actuel</u>
Renforcement des capacités (24,4%)	28%	38%
Microfinance et AGR (22,6%)	32%	44%
Infrastructures/Equipements/Hydraulique (43,3%)	22%	41%
Gestion du projet (9,7%)	52%	70%
Total Pourcentage (100%)	29%	44%

Etat d'avancement du projet par composante

4.3 L'état de réalisation physique du projet par composante est présenté dans les paragraphes qui suivent.

Composante I : Renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires

4.4 Au titre de cette composante, le projet finance des activités d'alphabétisation, d'information et de sensibilisation, de formation thématique et technique, d'appui institutionnel destinées au renforcement des capacités des bénéficiaires et des partenaires institutionnels et d'exécution. Les activités prévues sont réparties en deux sous composantes : (i) activités de sensibilisation, d'alphabétisation et d'IEC ; (ii) renforcement des capacités des partenaires d'exécution.

Sous composante Sensibilisation, Alphabétisation et IEC

Equipements, mobilier et fournitures

4.5 Le volet Information Education communication IEC est piloté par le cabinet OFBD MARKETING signataire d'une convention avec le projet. Ce volet comporte deux axes d'intervention : i) la communication institutionnelle et ii) la communication ou mobilisation sociale.

4.6 La communication institutionnelle vise à développer un vaste programme d'information des institutions nationales et internationales, des partenaires d'exécution et des bénéficiaires sur les activités du projet, pour les amener à reconnaître l'identité du projet, à le distinguer des autres projets et programmes de lutte contre la pauvreté, et mieux orientés vis-à-vis des interventions du projet. A cet effet, des supports secondaires sont produits pour les activités événementielles sur le projet. Le dernier lot de supports secondaires produit par le cabinet OFBD est constitué de : 2000 exemplaires de tee-shirts, 1000 exemplaires de casquettes, 600 foulards. Cette production a été entièrement réalisée par OFBD sur un pré financement de 34 870 000 FCFA par le projet en attendant le décaissement de la demande du bureau. La demande de paiement de 40 % du contrat approuvée par la BAD est en attente de règlement.

4.7 Des reportages radio - télévisés et des articles ont été réalisés au niveau de la presse écrite pour la couverture des activités du projet (pose de la 1ère pierre des infrastructures socio- communautaires et des ouvrages hydrauliques, rencontre avec les partenaires dans le cadre du bilan à mi-parcours et de la session de mise à niveau des parlementaires etc).

4.8 La mobilisation sociale vise surtout une implication active des bénéficiaires dans la mise en œuvre du projet et une pérennisation des dits investissements ; elle s'effectue à travers des actions de sensibilisation au niveau des CB. A cet effet, la réalisation des affiches d'information et de

sensibilisation sur le crédit, l'alphabétisation, les infrastructures, les équipements de post-récolte, les ouvrages hydrauliques, les comités de quartier et villageois et des guides des relais en intermédiation sociale est en cours pour la tenue des ateliers régionaux de mise à niveau et contractualisation avec ces dits relais. Ces ateliers régionaux seront suivis du démarrage effectif des activités de sensibilisation des bénéficiaires dans les communautés de base sur les thèmes visés par les affiches. Ces activités de sensibilisation seront menées par les relais d'intermédiation sociale (monitrices rurales, assistantes villageoises, communicateurs traditionnels) avec l'appui des radios communautaires les plus proches des populations.

4.9 Concernant l'alphabétisation, le choix consensuel des types de manuels d'alphabétisation a été signé le 14 juillet 2003 par le BGP et la SAFEFOD (maître d'ouvrage délégué). Vu que quatre maisons d'édition (NTM, OSAD, EENAS, ARED) détiennent l'exclusivité d'une partie de ces manuels, le BGP requiert l'avis de la BAD pour des acquisitions directes auprès des maisons d'édition concernées. L'avis de la Banque est attendu, vu l'imminence de l'ouverture des classes prévue pour le 13 octobre 2003. S'agissant des manuels d'AIDE et ACTION, ce dernier a autorisé le projet à les reproduire. Aussi, pour ces manuels et ceux du PAGPF, une consultation sur liste restreinte a été lancée le 05 août 2003, pour les manuels devant être utilisés pour la première cohorte, et le marché correspondant a été signé en date du 4 septembre 2003, suite à l'adjudication du marché intervenu le 03 septembre 2003. Le dossier ayant servi à la consultation a été soumis à la présente mission de la BAD, pour avis à posteriori. (cf. p15)

Services de spécialistes

4.10 Conformément aux dispositions du protocole d'accord signé entre la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB) et le Projet, les spécialistes de la DAEB et de ses démembrements ont été impliqués dans le suivi des formations déjà réalisées (orientations et stratégies du projet, formation des formateurs et des superviseurs, mise à niveau des ONG opérateurs en alphabétisation).

4.11 Une convention de maîtrise d'ouvrage délégué (MOD) en alphabétisation a été signée avec le bureau SAFEFOD, qui a réalisé les activités telles que : le recrutement des 30 ONG opérateurs en alphabétisation ; la formation des 40 formateurs, de 60 superviseurs des classes ; la mise à niveau des ONG opérateurs et la formation des 600 facilitateurs des classes.

4.12 Suite à la signature de la convention entre le cabinet OFBD et le Projet intervenu le 30 décembre 2002, le MOD en communication a entrepris ses missions et a procédé entre autres à :

- i) la production d'un deuxième lot de supports d'IEC (casquettes, foulards, tee-shirts),
- ii) au choix des 145 relais IEC pour la sensibilisation des bénéficiaires,
- iii) la réalisation de la couverture médiatique des activités de terrain du projet, la publication d'articles de presse,
- iv) la conception des affiches de sensibilisation et des guides des relais IEC est en cours de conception pour le démarrage des activités de sensibilisation des bénéficiaires.

4.13 Le cabinet OFBD a informé la mission que les affiches seront traduites en langues nationales pour une accessibilité directe des messages aux bénéficiaires. Suite aux discussions, la mission a recommandé au cabinet OFBD de concentrer le maximum d'actions et de moyens dans le programme de sensibilisation des bénéficiaires, vu son importance capitale dans le dispositif de capacitation des bénéficiaires et de pérennisation des investissements du projet.

Formation

4.14 Dans le cadre de l'alphabétisation, les activités suivantes ont été réalisées par la SAFEFOD, suivies par le BGP en rapport avec la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB), les URG, IA et IDEN :

- i) Formation des 40 formateurs, du 07 au 19 avril 2003, sanctionné par un rapport ;
- ii) Formation au niveau régional des 60 superviseurs chargés de la supervision des classes, du 07 au 17 mai 2003 ;

- iii) Mise à niveau des 30 ONG opérateurs, du 25 au 26 avril 2003, sur le manuel de procédures, les résultats de l'étude du milieu complémentaire réalisée par les ONG et le partage du modèle d'alphabétisation intégré à la vie active (MAIVA) ;
- iv) Mise à niveau, le 02 septembre 2003, des ONG opérateurs sur la stratégie d'intervention du projet ;
- v) Formation dans 31 centres de formation couvrant les langues de formation (6 à Dakar, 6 à Thiès, 6 à Diourbel, 6 à Kolda et 7 à Tambacounda) des 600 facilitateurs chargés de l'alphabétisation des bénéficiaires, du 15 septembre au 6 octobre 2003. Ces facilitateurs seront déployés par la suite dans leurs zones d'intervention respectives.

4.15 Le programme d'alphabétisation fonctionnelle destiné à la 1ère cohorte de 18 000 bénéficiaires est prévu le 13 octobre, suite à la signature des contrats avec les ONG opérateurs et au paiement à la SAFEFOD des 70% du montant du budget du programme pour le financement des activités.

4.16 Des cadres de concertation organisés dans les locaux des unités régionales regroupent les opérateurs en alphabétisation, les ONG du volet micro finance, les coordonnateurs du MOD alpha et l'équipe des unités régionales afin d'échanger.

Sous composante Renforcement des capacités des partenaires du projet

Etudes et supervision

4.17 Le diagnostic des besoins des ONG en appui institutionnel et formation a été réalisé par le cabinet Max Consulting Group et une synthèse des résultats de l'étude a été faite pour l'attribution de cet appui aux ONG qui sont sélectionnées dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'alphabétisation. L'étude a été transmise le 30 décembre 2002, suite à la signature du contrat en date du 20 octobre 2002.

Construction / Réhabilitation

4.18 L'aménagement des 20 caisses populaires d'épargne et de crédit (CAPEC) est intégré dans les infrastructures communautaires programmées et en cours de construction. Sur demande de la population, 3 ou 4 CAPEC seront installées dans chaque région.

Equipements, mobilier et fournitures

4.19 Un appui institutionnel est fourni aux 30 opérateurs en alphabétisation dans le cadre de la mise en œuvre du programme d'alphabétisation. Suite au diagnostic des besoins des ONG et sur la demande du BGP, les opérateurs ont fourni les factures proforma des matériels à acquérir et les fonds ont été virés dans les comptes des ONG en date du 09 septembre 2003 à la presque totalité des opérateurs. Une mission du Projet va s'assurer de la mise en place effective de ces acquisitions.

Formation

4.20 Le démarrage du programme de formation des partenaires (approche genre et participation) est programmé pour le dernier trimestre 2003, le recrutement des bureaux d'études chargés de cette activité est en cours.

Fonctionnement

4.21 Conformément aux dispositions du rapport d'évaluation, l'appui institutionnel est libéré, suivant la périodicité fixée, au profit des partenaires tels que la Cellule de Suivi Opérationnel, les Centres d'Expansion Rurale Polyvalents, le Développement Communautaire et la Direction de la Prévision et de la Statistique.

Composante II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus (AGR)

4.22 Au titre de cette composante, le projet finance, en fonction de la demande, des activités destinées à augmenter les revenus des bénéficiaires, par l'offre de services de proximité adaptés en matière de microfinance.

Etudes et supervision

4.23 Les études préalables de la composante sont achevées depuis le mois de juin 2002, les rapports définitifs, validés par le Projet, ont été approuvés par la Banque le 9 décembre 2002 ; il s'agit de : l'étude sur les créneaux, et du diagnostic des structures de caisses de base.

Equipements, mobilier et fournitures

4.24 Les équipements sont constitués de coffres, mobiliers et documents de gestion pour les Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC). Trois fournisseurs ont été retenus en février 2003 et l'avis de non-objection de la BAD donné en août 2003 pour la livraison des matériels. Les marchés ont été approuvés par la CNCA le 2 septembre 2003, et envoyés au Ministère de tutelle pour signature le 5 septembre.

Services de spécialistes

4.25 Les études relatives au diagnostic des SFD et au système de crédit adapté aux pauvres prévues au niveau de cette composante ont toutes été menées à terme. Les rapports finalisés et validés par le BGP ont été transmis à la Banque le 26 août 2002.

4.26 Quinze (15) ONG ont été recrutées pour assurer l'encadrement technique des bénéficiaires en microfinance et appui en activités génératrices de revenus. Les prestations des ONG ont effectivement démarré en Janvier 2003 et se poursuivent sur le terrain. En plus de leur rémunération, elles ont bénéficié d'un appui institutionnel, pour un montant total de 90 millions viré dans leurs comptes respectifs, suite au diagnostic de leurs besoins en rapport avec les activités confiées par le Projet et à la transmission au Projet de factures proforma pour les acquisitions envisagées. Le fax n°OCSD2/FX/BS/02/09 de la Banque en date du 02 septembre 2002 autorisait la mise à disposition de ces fonds aux ONG. Elles ont reçu leur première rémunération qui représente de 5% du montant des requêtes élaborées et effectivement financées par les S F D. Au 12 juillet 2003, ces ONG avaient élaboré plus de 5 000 requêtes pour un montant de 2 177 000 000 FCFA. Présentement, elles ont entamé la formation des 3 000 bénéficiaires en organisation et promotion de Caisses Locales d'Epargne et Crédit au niveau des cinq régions ciblées, pour gérer efficacement leur caisse au niveau local. Les apprenants, membres des organes des CLEC, se sont félicités de l'intervention du PLCP dans leur localité et des connaissances nouvelles qu'ils tireront de ces formations.

4.27 Les résultats des consultations relatives au recrutement des bureaux d'études chargés de la formation des partenaires soumis à l'avis de la Banque n'ont pas été approuvés, en raison du non respect par la Commission nationale de dépouillement des règles de passation de marchés, qui veut que les critères d'évaluation ne soient pas modifiés en cours de la procédure. Les rapports d'analyse seront corrigés et transmis à la BAD pour avis.

4.28 Pour les services de spécialistes, il reste à réaliser : i) trois formations des bénéficiaires sur trois thèmes (gestion financière et comptable des SFD, procédures et gestion financière des SFD, gestion de micro - projets) ; ii) une mission ponctuelle pour le suivi/évaluation périodique.

Fonds de crédit

4.29 Le système mis en place pour exécuter les activités de crédit est basé sur : i) intervention directe de neuf structures financières décentralisées de premier rang (CMS, ACEP, PAMECAS, UMECUDEFS, ASACASE, MECGFA, FDEA, RECEC, UMEC de Sédhiou) dans le cadre de

conventions passées avec ces SFD ; ii) intervention de Mutuelles d'épargne et de crédit (MEC) et Groupements d'Epargne et de Crédit (GEC) à travers la passation de protocoles d'accord entre les cinq plus grands réseaux des SFD (CMS, ACEP, PAMECAS, UMECUDEFS et ASACASE) et les MEC et GEC en vue du financement de proximité des bénéficiaires du projet ; iii) intervention des CLEC évoluant dans la communauté de base. Elles seront gérées par les populations et pour les populations et seront alimentées par les SFD et MEC/GEC environnantes et prendront en charge les petits financements de la première catégorie. Les Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit (CAPEC) seront des caisses décentralisées des SFD partenaires dans les zones du Projet où elles n'intervenaient pas.

4.30 Le décaissement de fonds se fait sur la base des conventions signées avec les SFD, des programmes prévisionnels d'activités et des demandes de décaissement des SFD. A cet effet, les SFD ont ouvert des sous – comptes dans leurs livres comptables pour la gestion du fonds de crédit reçu du PLCP et les remboursements y afférents. Leurs programmes d'activités sont basés sur la capacité d'absorption des groupes cibles des communautés de base où elles interviennent.

4.31 Les protocoles d'accords entre les cinq SFD et les MEC et GEC sont en cours de négociations et devraient s'achever fin octobre 2003. Il reste à identifier les communautés de base et à préciser les montants à déléguer à chacune de ces structures. Les structures déléguées (MEC & GEC) sont : la FNGPF, la FAFS, le COCOGES, le RASEF, ADEFAP, la MUTUELLE DE HANN, la MUTUELLE du MARCHE de DIAREME et ont été sélectionnées avec l'appui de la Cellule AT/CPEC. Le taux de rétrocession des SFD délégataires aux SFD déléguées est arrêté à 6%, avec une bonification de 1% pour chaque remboursement effectué.

4.32 Conformément à la participation du Gouvernement au fonds de crédit, un montant de 392.674.045 FCFA a mobilisé en septembre 2001 (augmenté de 12 290 000 FCFA d'intérêts), soit un total de 404 964 045 FCFA puis 365 millions de FCFA au mois de juin 2003 et 229 millions au 22 septembre 2003. La Banque a également viré au projet en août 2003 un montant de 249 millions pour le fonds de crédit. Au 29 août 2003, le Projet a viré dans les comptes des SFD un montant de 1 018 250 000 FCFA. Une autre demande de décaissement d'un montant de 604 100 000 FCFA a été soumise à la BAD au mois d'août 2003. Le virement de ces fonds est attendu.

4.33 Les conventions avec les SFD sont signées depuis décembre 2002, les premiers fonds de la contrepartie ont été mis à la disposition des SFD au mois de janvier 2003, et le financement des projets et AGR initiés par les bénéficiaires du Projet a démarré en mars 2003. Les fonds n'étant pas suffisants, il n'a pas été possible de satisfaire les demandes de décaissement formulées par les SFD qui s'élevaient à 1 068 975 000 FCFA.

4.34 Au 24 septembre 2003, les SFD ont financé 1 179 projets pour un montant de 654 460 880 FCFA en direction des populations. Le remboursement d'une bonne partie de ces crédits arrivés à échéance a été effectué par les promoteurs. Le montant des recouvrements de crédits arrivés à échéance s'élève à 103 702 236 FCFA.

4.35 La mission a rencontré les partenaires de la composante (SFD, ONG, MEC&GEC, la Cellule AT/CPEC) et il a été rappelé aux partenaires les points suivants :

- Le respect des clauses des conventions et protocoles,
- Les obligations de résultat de chaque partie,
- La bonne gestion des ressources affectées à chaque partenaire, dont les comptes seront audités annuellement,
- Le recouvrement des crédits et la production de rapports trimestriels d'activités,
- La tenue prochaine de la revue à mi- parcours

4.36 Un atelier – bilan à mi-parcours et d'actualisation du plan d'exécution détaillé du projet a été organisé à Saly (Mbour) du 09 au 12 juillet 2003 avec l'ensemble des partenaires du projet. Des recommandations ont été formulées et seront discutées lors de la revue à mi-parcours.

Composante III : Infrastructures, Equipements et Hydraulique

4.37 Le projet finance, au titre de cette composante, des activités qui contribueront à l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base et les conditions de travail des groupes cibles. Les activités prévues sont réparties en trois sous-composantes : (i) Infrastructures et équipements socio-communautaires ; (ii) Hydraulique villageoise ; (iii) Cases foyers et garderies socio-éducatives.

Sous-composantes Infrastructures et équipements socio-communautaires / Cases foyers et garderies socio-éducatives

Services de spécialistes

4.38 Dans le cadre de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée signée avec l'AGETIP le 20 août 2001, les études techniques et architecturales afférentes aux infrastructures socio communautaires ont été exécutées.

Etudes et supervision

4.39 Suite aux études des prototypes, les dossiers d'appel d'offres ont été finalisés par L'AGETIP (maître d'ouvrage délégué) pour lancer la procédure de sélection des bureaux de supervision et des entreprises de construction. Trois maîtres d'œuvre ont également été recrutés par l'AGETIP, par consultation sur liste restreinte pour assurer la supervision des travaux, il s'agit de : MDT ARCHITECTURE (5 lots de travaux des régions de Thiès et Diourbel) ; ICORE (3 lots de Dakar et Tamba) ; SEA (le lot de Kolda).

4.40 Préalablement, le programme de construction a été arrêté en rapport avec les bénéficiaires, en tenant compte des besoins réellement exprimés, des devis estimatifs des travaux, mais aussi des autres interventions en cours ou envisagées par d'autres structures (cases des tout-petits du Ministère chargé des la petite Enfance ; case de santé dont le ciblage a requis, au niveau de chaque région, l'avis du Médecin chef de District). Le programme a été arrêté comme suit :

<u>Région</u>	<u>Case foyer</u>	<u>Case des Tout Petits</u>	<u>Case de Santé</u>	<u>Total Infrastructures</u>	<u>Nombre de sites</u>
DAKAR	04	02	02	08	6
THIES	03	03	03	09	7
DIOURBEL	03	03	03	09	8
TAMBA	03	03	03	09	8
KOLDA	03	03	03	09	6
TOTAL	16	14	14	44	35

4.41 Suite à la définition du programme, la consistance des travaux retenus pour chacune des localités ciblées a été restituée auprès des bénéficiaires des cinq régions ; les opportunités offertes à travers chaque module ont également été discutées avec les populations. Ces missions ont aussi été mises à profit pour communiquer les critères de conformité des terrains requis pour les différents modules et complexes (dimensions, emplacement, topographie etc.) et de vérifier si les terrains qui étaient déjà localisés répondaient à ces critères.

Construction / Réhabilitation

4.42 Une procédure de sélection d'entreprises a été lancée par l'AGETIP, en date du 7 avril 2003 par appel d'offres publié par voie de presse. L'ouverture des offres a eu lieu le 14 mai 2003 et les évaluations se sont poursuivies jusqu'en fin juin compte tenu de l'importance du nombre d'entreprises soumissionnaires. Les contrats ont été signés le 12 août 2003, avec les entreprises ci-après :

<u>Entreprises</u>	<u>Lot adjudgé</u>	<u>Délais d'exécution</u>	<u>Montant HTHD du marché en F CFA</u>
Arcsarl	<u>Lot 1 Dakar</u> : Construction d'un complexe case foyer + case des tout petits, d'une case des tout petits et d'une case de santé	6 mois	147 004 328
Maxibat	<u>Lot 2 Dakar</u> : Construction d'une case foyer ; d'une case de santé et d'un complexe case foyer + case des tout petits	6 mois	158 004 794
T.T.C.E.B	<u>Lot 3 Thiès</u> : Construction de deux complexes case foyer + case des tout petits	6 mois	167 984 073
E.T.B.A	<u>Lot 4 Thiès</u> : Construction d'une case foyer ; de trois cases de santé et d'une case des tout petits ; <u>Lot 5 Diourbel</u> : Construction d'une case foyer ; d'une case de santé et d'une case des tout petits	6 mois	200 577 107
Baol Construction	<u>Lot 6 Diourbel</u> : Construction d'une case foyer ; d'une case de santé et d'une case des tout petits	6 mois	121 584 711
E-bati Services	<u>Lot 7 Diourbel</u> : Construction d'un complexe case foyer + case de santé et d'une case des tout petits	6 mois	84 374 354
E.B.I.S	<u>Lot 8 Tamba</u> : Construction de trois cases foyers ; de trois cases de santé et de trois cases des tout petits	8 mois	246 173 171
G.I.E Keur Anta	<u>Lot 9 Kolda</u> : Construction de trois cases foyers ; de trois cases de santé et de trois cases des tout petits	8 mois	274 531 764

4.43 Conformément aux dispositions des contrats, les délais contractuels courent depuis 12 août 2003. Des missions regroupant, les maîtres d'œuvre, l'AGETIP, les entreprises, le projet et les bénéficiaires ont été organisées, pour les prises de possession des terrains des infrastructures. Les implantations se poursuivent et certains chantiers ont démarré. Néanmoins, des difficultés d'accès à certains sites, dans la région de Tambacounda notamment ont toutefois été rapportées, découlant des fortes pluies enregistrées au mois d'août.

Equipements, mobilier et fournitures

4.44 Un appel d'offres international pour l'acquisition des équipements d'allègement (broyeurs, batteuses, décortiqueuses, charrettes etc.) a été lancé en décembre 2002 et les résultats de l'analyse, soumis à la Banque le 20 mars 2003 pour avis. En date du 26 août 2003, la BAD a prescrit une relance de l'appel d'offres. Les résultats n'ont pas été approuvés, en raison du non-respect par la Commission nationale de dépouillement des règles de passation de marchés et des critères d'évaluation contenus dans le DAO. Un nouvel avis d'appel d'offres sera publié le 30 septembre 2003.

4.45 Les équipements et mobiliers destinés aux cases-foyers seront spécifiés au plus tard courant octobre 2003, avec les bénéficiaires selon les activités à mener ; ceux destinés aux cases des tout petits et aux cases de santé seront définis en rapport avec les services compétents du Ministère chargé de la Petite Enfance et celui chargé de la Santé. A cet effet, un dossier de consultation ainsi qu'une liste restreinte de fournisseurs seront confectionnés par le Projet dès que les spécifications des équipements des cases des tout petits et des cases de santé seront arrêtées, et soumis à la Banque pour avis au plus tard, dans la première quinzaine du mois d'octobre 2003.

Formation

4.46 La planification des sessions de formations afférentes à la gestion communautaire, à l'entretien et la maintenance des équipements post-récolte a été revue, compte tenu de la relance de la procédure d'acquisition. Ces formations ont été reportées jusqu'à l'acquisition des équipements. Celles relatives à

la gestion des infrastructures seront planifiées après la mise en place des comités de gestion, prévue d'ici fin 2003.

Sous composante Hydraulique villageoise

4.47 Des réaménagements ont été apportés à la sous composante « hydraulique villageoise » durant les négociations avec le FND qui en est le bailleur.

Etudes et supervision

4.48 Le Groupement de Bureaux d'études Nordique et Sénégalais COWI-AISB recruté comme maître d'œuvre a déjà réalisé : les études techniques complémentaires, l'élaboration des cahiers de charge et dossiers d'appel d'offres des travaux d'hydraulique, l'élaboration des spécifications techniques des équipements d'exhaure et la formulation des programmes d'accompagnement (formation/ sensibilisation/ animation).

4.49 Un dossier de consultation ainsi qu'une liste restreinte de bureaux hydrauliques a été soumis le 08 Septembre 2003 au FND pour avis, pour le recrutement des contrôleurs des travaux. Compte tenu d'une planification inappropriée dans le recrutement des bureaux de contrôle, les services techniques du Ministère de l'Hydraulique assureront la surveillance des ouvrages, en attendant les prestations des Bureaux. Un projet de protocole déjà soumis à la Direction de l'Hydraulique sera signé au plus tard en fin septembre 2003.

Construction / Réhabilitation

4.50 Sept entreprises de travaux hydrauliques pré qualifiées après avis du FND ont été invitées à soumissionner le 21 mars 2003. La Commission des Marchés a procédé au dépouillement des offres et à l'adjudication des travaux, le 07 mai 2003, aux deux entreprises ci-après :

- Le Consortium d'Entreprises C.D.E, pour la réalisation de 120 puits hydrauliques pour un montant de HT HD 1 678 936 999 FCFA soit en TTC 1 995 119 721 F CFA,
- La Sénégalaise de Voirie, de Travaux publics et de Génie civil S.V.TP/ G.C, pour la réalisation de 60 mini réseaux d'eau potable et 120 Latrines pour un montant de HTHD 706 263 900 F CFA soit TTC 848 968 900 F CFA.

4.51 Ces adjudications ont été approuvées par le Fonds Nordique de Développement le 12 juin 2003 et par la Commission nationale des Contrats de l'Administration le 04 août 2003 ; les contrats ont été soumis pour approbation finale à la Primature le 11 août 2003. Le démarrage des travaux d'un délai de onze (11) mois est envisagé dès l'approbation desdits marchés, attendue courant septembre 2003.

Equipements, Mobilier et Fournitures

4.52 Conformément aux dispositions de l'accord de Prêt FND, un appel d'offres international ouvert a été lancé le 11 août 2003, en vue de l'acquisition de 120 pompes manuelles et outillages connexes, un autre appel d'offres international restreint aux pays membres du F.N.D a été également lancé à la même date pour l'acquisition de 35 électropompes thermiques et 25 électropompes solaires. L'ouverture des plis est prévue le 13 octobre 2003.

Formation

4.53 Une série de formations est envisagée au titre de cette sous composante pour garantir la pérennisation des investissements, notamment en maintenance, en gestion des infrastructures et équipements, en hygiène et assainissement, mais aussi dans les activités qui accompagneront les points d'eau en l'occurrence, le maraîchage, l'arboriculture, etc. Le démarrage de ces

formations planifiées pendant la période de réalisation des ouvrages et dans la phase d'installation des équipements d'exhaure est prévu à partir du mois de décembre 2003.

Composante IV : Gestion du projet

Construction / Réhabilitation

4.54 La réhabilitation des bâtiments conventionnés mis à la disposition du Projet est achevée depuis le mois de janvier 2001. En ce qui concerne les URG de Kolda et Tambacounda, en raison de la non disponibilité de bâtiments conventionnés, la contrepartie supporte des charges locatives.

4.55 Suite à une consultation restreinte, les travaux d'installation du réseau informatique par le fournisseur ATI sont achevés en février 2003. La formation du personnel au nouvel environnement informatique a démarré le 10 mars 2003 et devrait se poursuivre jusque dans le courant du dernier trimestre 2003, en raison des surcharges de calendrier.

Equipement, Mobilier et fournitures

4.56 Conformément au rapport d'évaluation, l'acquisition des équipements a été faite auprès de IAPSO. Cette procédure intéressante en termes d'économies réalisées a été cependant très longue. En effet, le processus d'acquisition a débuté le 05 novembre 2000, les matériels informatiques et roulants, composés de véhicules, d'ordinateurs, d'imprimantes et d'onduleurs ont été réceptionnés par le Projet au mois de mars 2002 et le matériel de reprographie et de froid en juin 2002.

4.57 L'acquisition et l'installation du mobilier du BGP et des URG, composé de bureaux, chaises visiteurs, fauteuils et d'armoires métalliques a été finalisée le 30 septembre 2002.

Services de spécialistes

4.58 L'élaboration du manuel des opérations et procédures administratives et financières par un consultant individuel s'est achevée le 17 septembre 2002, avec la soumission à la même date, du rapport final à la Banque, pour avis.

4.59 Le personnel d'encadrement du Projet a également pris fonction depuis septembre 2000, il s'agit de la Directrice, des responsables de composante, des coordonnateurs (trices), des assistants(tes). L'Administrateur Gestionnaire et la comptable ont pris service en mars 2002. Toutefois, suite au désistement des assistants de développement à la base de Diourbel et Thiès, respectivement en juin 2002 et juin 2003, ils ont été remplacés par les deuxièmes sur la liste, suivant le classement initialement fait par la commission de recrutement.

4.60 Un spécialiste en passation des marchés a été recruté au 1^{er} avril 2002. Seulement, en raison de difficultés liées aux absences répétées du consultant aux jours convenus, à la non exécution de certaines tâches conformément au planning d'activités arrêté de commun accord, le BGP a mis un terme au contrat et le coût des prestations effectives a été payé au consultant.

4.61 En raison de l'exigence de respect des normes de comptabilisation du SYSCOA et de la production des états financiers exigés par la Banque, l'acquisition d'un système d'information comptable et financier a été jugé nécessaire. Suite à la consultation lancée le 26 novembre 2002, le contrat a été soumis au Ministère de tutelle pour signature. La mission devrait démarrer dès réception du contrat signé.

Fonctionnement

4.62 Les 8 secrétaires et 8 chauffeurs ont été recrutés. Sur recommandation de l'Inspecteur Général d'Etat, deux (02) chauffeurs ont été licenciés, en date du 12 juillet 2003, en raison de leur âge trop

avancé. Compte tenu de plusieurs manquements relevés dans l'exercice de sa fonction, le chauffeur de l'URG de Diourbel a été libéré. Leurs remplaçants ont pris fonction, le 4 août 2003.

4.63 Pour la surveillance des locaux du BGP et des URG, une société de gardiennage ADSAT a été recrutée depuis août 2002. La société Kolere Distribution est chargée du nettoyage des locaux du BGP et des URG, elle a pris service en décembre 2001. Les acquisitions de fournitures et de carburant se font sur consultations restreintes suivant la base de données des fournisseurs disponible au Projet.

4.64 Le Projet a organisé du 9 au 12 juillet 2003 un atelier-bilan interne avec l'ensemble de ses partenaires institutionnels et d'exécution. Cette rencontre s'inscrivait dans le cadre du suivi-évaluation de l'exécution du Projet et dans la perspective de la revue à mi-parcours. En marge de cet atelier, une enquête de satisfaction a été menée auprès des bénéficiaires par le Service du Développement Communautaire, dans le cadre de sa collaboration avec le Projet. Les attentes des populations ont été réaffirmées quant : au respect par les SFD des conditionnalités négociées avec le Projet et contenues dans le manuel de procédures, une plus grande implication des personnes handicapées dans les activités du projet, les comités de gestion, comités villageois ou de quartiers etc.

4.65 Les 22 et 23 juillet 2003, s'est tenu un atelier d'information et de mise à niveau du Réseau des Parlementaires pour la Population et Développement et Développement sur le Projet. Cette initiative découle des questions soulevées, lors de la dernière session budgétaire, nécessitant une mise à niveau des parlementaires et leur pleine implication à la base pour la pérennisation des actions du Projet ; les objectifs principaux de cette rencontre étaient de : mieux faire connaître le PLCP au Réseau et vice versa, promouvoir un cadre de partenariat entre le Réseau et le Projet.

4.66 Une mission du Projet a séjourné à Tunis à l'Agence Temporaire de Relocalisation de la BAD de la période du 4 au 10 août 2003 pour le suivi des dossiers en instance. Les résultats de la mission ont été consignés dans un aide-mémoire.

Rapports trimestriels d'activités

4.67 Le projet a élaboré onze rapports d'avancement couvrant les périodes de septembre 2000 à juin 2003 et deux rapports annuels. Il a été demandé aux partenaires d'exécution de produire des rapports d'activités trimestrielles à fournir au BGP. La plupart des ONG a produit deux rapports d'activités trimestrielles couvrant la période janvier à juin 2003 et les SFD ont en produit un seul, compte tenu du démarrage tardif des prestations.

Audit des comptes

4.68 Le rapport d'audit des comptes clos au 31 décembre 2001 a été soumis à la Banque en août 2003. L'audit des comptes de l'exercice 2002 a débuté au mois de juillet 2003. Le rapport définitif est attendu d'ici la fin du mois de septembre 2003 et sera transmis immédiatement à la Banque. Le Projet devra lancer le processus de recrutement du cabinet chargé d'auditer les comptes des exercices 2003 et 2004 au courant du dernier trimestre 2003.

Coordination du Projet

4.69 A la suite du BGP, les Unités Régionales de Gestion (URG) et les ONG en charge de l'encadrement technique des bénéficiaires ont poursuivi les rencontres d'information et de sensibilisation auprès des populations des communautés de base.

4.70 Une première réunion bilan s'est tenue en janvier 2002 pour procéder au bilan des activités de l'année 2001 par les URG et identifier les contraintes et solutions. Suivant une périodicité semestrielle, des réunions de coordination élargies se sont tenues en fin juillet 2002 à Thiès et au mois de février 2003 à Kolda pour s'assurer de l'état d'avancement des activités et identifier les contraintes liées à la mise en œuvre des activités de terrain. Des réunions sectorielles hebdomadaires entre les différentes composantes et la Directrice se poursuivent pour évaluer l'avancement des activités. Pour chacune des

activités confiées aux partenaires, un mécanisme de suivi a été mis en place. En ce qui concerne, le volet alphabétisation, dans le cadre du protocole d'accord signé avec la Direction de l'Alphabétisation et de l'Education de Base (DAEB), en rapport avec les Inspections d'académie et les Inspections Départementales (IDEN), un suivi - évaluation périodique doit être mené. Déjà, le suivi de toutes les formations des facilitateurs et superviseurs a été réalisé par ces partenaires. Quant aux activités de microfinance et de génération de revenus, la mise en œuvre du protocole d'accord avec la Cellule AT/CPEC a permis au Projet de disposer de toutes les garanties dans l'élaboration, la finalisation des conventions et la mise en œuvre de la délégation de crédit au profit des GEC/MEC. Un suivi périodique des activités des SFD doit être réalisé par cette cellule du Ministère de l'Economie et des Finances. Dans le cadre du volet hydraulique, la Direction de l'Hydraulique et de l'Assainissement devra également suivre tout le processus confié aux maîtres d'œuvre et entreprises et tenir informé le Projet. L'AGETIP procède avec la même démarche pour le volet génie civil. L'essentiel des partenaires soumet au Projet un rapport suivant une périodicité trimestrielle. Les URG et les différentes composantes, dans le cadre des missions de supervision, s'assurent de l'effectivité de la réalisation des activités décrites par les partenaires.

V. ETAT DES ACQUISITIONS ET DES DECAISSEMENTS

Acquisition des biens, travaux et services

5.1 Dans le cadre des acquisitions du projet, il a été réalisé 4 appels d'offres internationaux, 2 appels d'offres nationaux et 23 consultations suivant des listes restreintes. Le plan global de passation de tous les marchés donnant les informations précises sur les acquisitions réalisées, celles en cours et en vue, est résumé dans le tableau en annexe 3.

5.2 Les acquisitions en cours de finalisation se présentent comme suit :

Consultation restreinte

- i) ***Recrutement du cabinet pour la mise en place du système de gestion informatisée :***
L'adjudication provisoire a été approuvée par la Banque le 24 août 2003 ; le marché a été soumis à la Commission Nationale des Contrats de l'Administration (CNCA) pour examen le 2 septembre 2003, puis transmis au ministre de tutelle pour signature en date du 3 septembre 2003.
- ii) ***Bureaux d'études pour le renforcement des capacités des partenaires d'exécution :***
Le dossier de consultation élaboré en février 2002 et soumis à la Banque a été approuvé en date du 26 août 2002. La consultation a été lancée le 4 septembre 2002, l'ouverture des plis a été effectuée le 5 novembre 2002. Suite à l'adjudication provisoire du marché par la commission nationale de dépouillement, la Banque n'a pas donné son avis de non-objection en raison du non-respect des règles en matière de passation de marché, à savoir :
 - L'analyse des offres a été faite sur la base d'une seule consultation alors que deux listes restreintes distinctes avaient été approuvées par la Banque pour les deux zones identifiées ;
 - Deux cabinets soumissionnaires avaient été retenus pour chacune des deux zones, sous prétexte de charge de travail et d'échéance prochaine du Projet, ce qui n'est pas prévu dans le dossier de consultation.
 Le procès verbal corrigé a été transmis à la Banque en date du 18 septembre 2003 pour avis.

Consultation de fournisseurs à l'échelon national

- iii) ***Acquisition du mobilier, des documents de gestion et des coffres forts destinés aux Caisses Locales d'Epargne et de Crédit (CLEC) :***

Les dossiers d'appel d'offres de consultation, transmis en date du 22 août 2002 à la Banque pour avis, ont été approuvés le 21 novembre 2002. Les résultats de l'analyse des offres ont été approuvés par la Banque le 24 août 2003 ; et les marchés soumis à la CNCA lors de sa séance du 02 septembre 2003. La notification des acquisitions sera faite dès réception des marchés soumis pour signature respectivement au Ministre de tutelle pour les documents de gestion et au Ministre de l'Economie et des Finances en ce qui concerne le mobilier et les coffres forts.

iv) ***Acquisition des manuels d'alphabétisation en langues pulaar et mandinka pour la première cohorte :***

Le dossier de consultation a été transmis aux trois imprimeries le 6 août 2003 et les offres reçues le 2 septembre 2003. Le contrat a été signé le 04 septembre 2003.

La mission a fait remarquer que le délai minimum de 30 jours pour la soumission des offres, pour ce type d'acquisition, n'a pas été respecté (26 jours effectifs). En conséquence, cette acquisition sera financée par la contrepartie.

Appel d'offres international

i) ***Fourniture d'équipements socio-communautaires :***

Le dossier d'appel d'offres a été soumis à la Banque en date du 30 août 2002 a eu l'avis de non-objection de la Banque le 3 décembre 2002. L'avis a été lancé le 16 décembre 2002, les propositions d'adjudications provisoires soumises à la Banque ont été rejetées entraînant la relance de l'appel d'offres international, en raison du non-respect des règles en matière de passation de marché et des critères d'évaluation contenues dans le dossier d'appel d'offres, à savoir :

- Non-respect de la présentation des offres conformément au DAO,
- Ouverture des offres réalisée en deux étapes, contrairement aux stipulations du DAO, en commençant par les offres techniques sans examen des cautions de soumission,
- Proposition d'augmentation des quantités d'équipements,

Le nouvel appel d'offres sera lancé le 30 septembre 2003 et l'ouverture des plis est prévue au 1^{er} décembre 2003.

5.3 Les marchés signés dans le cadre du projet sont indiqués dans le tableau ci-après.

Tableau des marchés signés

Nom contractant	Objet	Date signature	Montants	Part FAD / FAT	Part Gouv't	Niveau réalisation	Etat exécution financière
PNUD/IAPSO	Fourniture de matériel audiovisuel	14 mai 2001	245 601,35 DKK	245 601,35 DKK	0	100%	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture de photocopieurs	14 mai 2001	17 248,34 USD	17 248,34 USD	0	100%	100%
PNUD/IAPSO	Fournitures de 10 véhicules Mitsubishi	24 avril 2001	23 291 758 Yen	23 291 758 Yen	0	100%	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture de 20 motos	24 avril 2001	5 309 651 Yen	5 309 651 Yen	0	100%	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture de matériel informatique	14 mai 2001	791 438,41 FRF	791 438,41 FRF	0	100%	100%
PNUD/IAPSO	Fourniture d'un véhicule 406	24 avril 2001	98 446,95 FF	98 446,95 FF	0	100%	100%
Socé SENE	Elaboration d'un plan d'exécution détaillé	avril 2001	4 350 000 FCFA	4 350 000 FCFA	0	100%	100%
AGETIP	Convention MOD Infrastructures	20 août 2001	1 397 418 750 FCFA	1 397 418 750 FCFA	0	40%	3%
Direction de la Prévision et de la Statistique	Convention de prestations de services	Août 2001	59 590 000 FCFA	59 590 000 FCFA	0	100%	75%
BERGES	Elaboration Manuel de procédures	20 nov. 2001	8 672 000 FCFA	8 672 000 FCFA	0	100%	100 %
MS Associés	Etude du milieu	28 janvier 2002	57 425 000 FCFA	57 425 000 FCFA	0	100%	100%
REMIK	Diagnostic des systèmes de financement décentralisé	14 mars 2002	10 930 500 FCFA	10 930 500 FCFA	0	100%	100%
MS Associés	Conception de systèmes de crédit adopté aux pauvres	14 mars 2002	7 655 000 FCFA	7 655 000 FCFA	0	100%	100%
Nord Sud Consult	Formation en approches genre et participative	25 janvier 2002	5 900 000 FCFA	5 962 000 FCFA	0	100%	100%
Baye Samb	Elaboration du plan global de formation	25 janvier 2002	2 340 000 FCFA	2 340 000 FCFA	0	100%	100%
Ndiamé DIENG	Spécialiste en passation des marchés	1 ^{er} avril 2002	16 000 000 FCFA	16 000 000 FCFA	0	70%	70%
MS Associés	Diagnostic des caisses de base	14 mars 2002	4 500 000 FCFA	4 500 000 FCFA	0	100%	100%
Gamma Ingenieries	Etude sur les créneaux porteurs	1 ^{er} février 2002	3 000 000 FCFA	3 000 000 FCFA	0	100%	100%
OFFICE ONE	Mobilier pour le BGP et les URG	7 juin 2002	20 884 735 FCFA	20 884 735 FCFA	0	100%	100%
ATI	Réseau informatique	12 septembre 2002	2 578 900 FCFA	2 578 900 FCFA	0	65%	65%
ADSAT	Gardiennage des locaux	9 septembre 2002	43 124 218 FCFA	43 124 218 FCFA	0	55%	55%
Groupement COWI / AISB	Mise en œuvre du volet Hydraulique / Assainissement	20 août 2002	388 349 366 FCFA financés par le FND	0	0	45%	45%
SAFEOFOD	Alphabétisation fonctionnelle	30 octobre 2002	1 023 356 250 FCFA	1 023 356 250 FCFA	0	25%	65%

Nom contractant	Objet	Date signature	Montants	Part FAD / FAT	Part Govt	Niveau réalisation	Etat exécution financière
CICE	Audit des comptes et états financiers des exercices 2001 et 2002	24 décembre 2002	23 740 000 FCFA	23 740 000 FCFA	0	90%	75%
POINT MICRO	Mise à niveau du personnel en informatique	28 décembre 2002	6 396 111 FCFA	6 396 111 FCFA	0	0%	0%
OFBD	Sensibilisation et communication	30 décembre 2002	296 257 500 FCFA	296 257 500 FCFA	0	60%	40%
GMB	Fourniture de coffres métalliques pour les CLEC	18 août 2003	132 258 000 FCFA	132 258 000 FCFA	0		
GENERAL SERVICES	Impression de documents de gestion des CLEC	18 août 2003	14 520 000 FCFA	14 520 000 FCFA	0	0%	0%
ENTREPRISE MULTI SERVICES	Fourniture de mobilier (tables et chaises) pour les CLEC	18 août 2003	45 129 750 FCFA	45 129 750 FCFA	0	0%	0%
BERGES	Mise en place du système de gestion informatisée	18 août 2003	20 230 000 FCFA	20 230 000 FCFA	0	0%	0%
IMPRIMERIE LE FARBA	Impression des manuels d'alphabétisation en langue pulaar et Mandinka	04 septembre 2003	12 575 000 FCFA	12 575 000 FCFA	0	20%	0%

Décaissement sur le prêt FAD et don FAT

5.4 Globalement, le taux de décaissement sur le prêt FAD est de 27% et celui du don FAT de 21%. En effet, suivant la situation tenue dans les livres de la Banque, le montant des décaissements sur le prêt FAD est de 2 731 169,58 UC au 08 août 2003, soit un taux de décaissement de 27%. Le montant total des engagements et décaissements, suivant le ledger de la Banque à cette date est réparti comme suit :

Situation des engagements et décaissements sur le prêt FAD

Catégories	Montants alloués en UC	Montants alloués en FCFA	Montants engagés en UC	Montants décaissés en UC	Montants décaissés en FCFA	% Décaissé
Travaux : Construct/Réhabilit	1 720 000	1 400 836 800	26 395,78	26 395,78	21 497 779	2%
Biens : Eqpt/Mob/fournit	2 420 000	1 970 944 800	414 308,34	414 308,34	337 429 284	17%
Services : Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation et Audit	3 130 000	2 549 197 200	1 723 277,37	1 387 132,39	1 129 736 104	44%

Fonctionnement	980 000	798 151 200	249 549,63	597 746,23	486 828 440	61%
Fonds de crédit	1 750 000	1 425 270 000	305 586,84	305 586,84	248 882 146	17%
Total	10 000 000	8 144 400 000	2 278 413,84	2 731 169,58	2 224 373 753	27%

* : Taux utilisé : 1 UC = 826,788 FCFA (taux septembre 2003)

5.5 Suivant la situation tenue dans les livres de la Banque, le montant des décaissements sur le don FAT est de 361 906,04 UC au 8 août 2003 soit un taux de décaissement de 21%. Le tableau détaillé des engagements tenu par le Projet figure en annexe 4. Les montants alloués et décaissés en UC et en FCFA, suivant la Banque, sont indiqués dans le tableau qui suit.

Situation des engagements et décaissements sur le don FAT

Catégories	Montants alloués en UC	Montants alloués en FCFA	Montants engagés en UC	Montants décaissés en UC	Montants décaissés en FCFA	% Décaissé
SERVICES : Services de spécialistes, Formation et Audit	1 750 000	1 425 270 000	486 152,99	361 906,04	315 573 209,00	21%

* : Taux utilisé : 1 UC = 826,788 FCFA (taux septembre 2003)

Contrepartie nationale

5.6 Conformément à l'accord de prêt, le Gouvernement devrait mobiliser le 31 mars de chaque année, les fonds requis pour la contrepartie ; la situation est décrite ci-dessous :

- Sur l'année 2000, en raison du démarrage non effectif des activités du Projet, les fonds n'ont pas été mobilisés. L'état a autorisé sur l'année 2001 un report de 100 millions du budget de l'année 2000 par arrêté ; Cependant, il a été convenu avec la DCEF de prendre en compte l'intégralité du reliquat du fonds de crédit non mobilisé par l'Etat dans le budget 2004.
- Pour l'exercice 2001, un montant de 462 674 045 FCFA a été mobilisé dont 392 674 045 FCFA pour le fonds de crédit et 70 000 000 FCFA à titre de fonctionnement en juillet 2002. La différence de 1 225 548 FCFA non utilisée a été reversée au Trésor au 31 décembre 2002.
- Pour l'année 2002, un montant de 365 millions a été versé au mois de juin 2003 pour le fonds de crédit, puis 64 000 000 FCFA au Trésor le 18 juillet 2002 pour le fonctionnement. Les procédures de liquidation des dépenses ont été très longues.
- Le budget 2003 a été notifié le 6 janvier 2003 pour un montant de 397 millions de FCFA dont 229 millions représentant la part du fonds de crédit et le reliquat la part du fonctionnement. Les fonds relatifs au fonctionnement ont été mobilisés au mois de juillet 2003 sur la régie d'avances pour 64 millions, tandis que la mobilisation du fonds de crédit est intervenue le 22 septembre 2003.

5.7 La contribution du Gouvernement dans le cadre de sa contrepartie au Projet est résumée dans le tableau ci-après.

Situation des engagements et décaissements sur la contribution du Gouvernement

Catégories	Montants alloués en UC	Montants alloués en FCFA	Montants engagés en UC	Montants décaissés en UC	Montants décaissés FCFA	% Décaissé
TRAVAUX : Const/Réhabilit	93 700	76 313 028	47 132	32 673	26 610 000	35%
Fonctionnement		0	676 384	676 384	550 873 952	
Fonds de crédit	1 756 300	1 430 400 972	1 210 648	870 414	708 900 000	50%
Total	1 850 000	1 506 714 000	1 934 163	1 579 470	1 286 383 952	85%

* : Taux utilisé : 1 UC = 826,788 FCFA (taux septembre 2003)

Décaissement sur le prêt FND

5.8 Le premier décaissement sur le prêt FND a été effectué en date du 17 octobre 2002. Des paiements directs ont été effectués au profit du bureau d'études nordique COWI en charge de la mise en œuvre du volet hydraulique. Le montant des décaissements sur le prêt FND est de 372 658 UC au 16 septembre 2003, soit un taux de décaissement de 7%. Le détail se trouve ci-dessous.

Situation des engagements et décaissements sur le prêt FND

Catégories	Montants alloués en UC	Montants alloués en FCFA	Montants engagés en UC	Montants décaissés en UC	Montants décaissés en FCFA	% Décaissé
Construct/Réhabilit	2 978 340	2 425 679 230	2 928 639			
Eqpt/Mob/fournit	1 366 595	1 113 009 632				
Etudes/supervision, Services de spécialistes, Formation	557 025	453 663 441	476 830	372 658	303 507 222	67%
Fonctionnement	98 040	79 847 698				
Total	5 000 000	4 072 200 000	3 405 469	372 658	303 507 222	7%

* : Taux utilisé : 1 UC = 826,788 FCFA (taux septembre 2003)

VI. APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DE LA DERNIERE MISSION DE SUPERVISION DE MARS 2003

6.1 Sur les neuf recommandations faites par la mission de mars 2003, deux ont été réalisées, une est en cours et six restent à faire. Le détail d'exécution est indiqué dans le tableau ci-dessous :

Recommandations	Etat d'exécution
Pour le Gouvernement :	
(i) Etudier lors de la revue à mi-parcours, la révision de la liste des biens et services pour prendre en charge les surcoûts liés au fonctionnement réel des URG et du BGP ;	Il sera tenu compte de cette préoccupation, lors de la revue à mi-parcours prévue dans le courant du premier trimestre de l'année 2004.
(ii) Procéder au financement de l'avance de démarrage arrêtée à 2,5% du budget de la convention pour l'alphabétisation sur les fonds du compte spécial, suivant les disponibilités, et soumettre à la Banque une demande pour le remboursement de ces ressources, compte tenu de l'urgence attachée à ce dossier et eu égard au déménagement de la Banque ;	En date du 24 mars 2003, l'avance de démarrage d'un montant a été payée à la SAFEFOD et la demande de remboursement RP05 du même montant a été introduite à la BAD le 07 juin 2003.
(iii) Diligenter la mobilisation des fonds de contrepartie en : a. Favorisant les paiements par chèque pour toutes les rubriques budgétaires inscrites au niveau de la contrepartie, en lieu et place des règlements par bon d'engagement;	L'arrêté n°3621 du 30 mai 2003 portant institution d'une régie d'avances du PLCP autorise le paiement par chèques de toutes les dépenses de fonctionnement inscrites sur la contrepartie.
b. Facilitant le traitement des demandes de paiement soumises au Trésor Public ;	Cette préoccupation a été réitérée au Ministère de l'Economie et des Finances.
c. Assurant la disponibilité des fonds de contrepartie pour les exercices 2002 et 2003 ; ces fonds devraient être disponibles au mois de mars de chaque exercice.	Pour l'exercice 2002, le fonds de crédit n'a été effectivement viré dans le compte CNCAS ouvert à cet effet, qu'au mois de juin 2003. Quant à l'exercice 2003, les fonds de contrepartie ont été mis en place le 15 juillet 2003 pour le fonctionnement. Pour la quote-part relative au fonds de crédit, le virement est toujours attendu.
d. Procédant, au niveau du Trésor Public, à la transmission des pièces comptables pour faciliter la vérification, préalable à la mobilisation des ressources de l'exercice en cours ;	La vérification des pièces comptables de la régie d'avances par la Direction Générale du Trésor a été bouclée dans le mois de mai 2003. La mobilisation des ressources de l'exercice 2003 a pu être initiée en juillet 2003.
e. Autorisant le report sur l'exercice 2003 des 100 millions relatifs au fonds de crédit.	Suite aux discussions avec la DCEF, il a été retenu de reporter sur l'exercice 2004 l'intégralité du reliquat non encore mobilisé par la contrepartie sur le fonds de crédit.

(iv) Demander à la BAD l'autorisation d'acquérir directement les 180 000 manuels d'alphabétisation auprès des EENAS, structure agréée par la DAEB, en lieu et en place d'une consultation à l'échelon national compte tenu du fait qu'il n'existe pas d'autres structures similaires capables de fournir les mêmes services dans les délais requis et des coûts proposés par cette maison d'édition ;	Cette recommandation a fait l'objet d'une requête auprès de la BAD en avril, puis en août 2003 pour des acquisitions directes auprès de quatre éditeurs possédant l'exclusivité d'une partie des manuels. La réponse de la Banque est attendue. L'autre partie des manuels détenus par l'ex Projet.PAGPF et une ONG est en cours d'acquisition par consultation de fournisseurs à l'échelon national.
(v) Etudier, lors de la revue à mi-parcours, les mécanismes de pérennisation du fonds de crédit ;	Cette préoccupation a été prise en compte dans le Projet de termes de référence de la revue à mi-parcours prévu dans le courant du premier trimestre 2004.
(vi) Soumettre à la Banque au plus tard à la fin du mois d'avril 2003 pour avis, les modalités pratiques pour la revue à mi-parcours précisant la période et les termes de référence ;	En prélude à cette revue à mi-parcours, un atelier – bilan a été organisé avec l'ensemble des partenaires institutionnels et d'exécution. Au terme de ces travaux, un projet de termes de référence a été préparé et soumis à la Banque. Il a été convenu avec la Banque de procéder à cette revue au cours du premier trimestre de l'année 2004.
(vii) Procéder par le Projet à la revue financière des comptes des partenaires (SFD, MOD, ONG) ;	La revue financière des comptes des partenaires (SFD, MOD) sera effectuée par la Composante Gestion, dans le courant du dernier trimestre de l'année 2003, suite à la mise en place effective des ressources financières.
(viii) Préparer et soumettre à la Banque pour avis, dans le courant du troisième trimestre de l'année en cours, le dossier de consultation relative à l'audit des comptes des exercices 2003 et 2004, en intégrant dans les termes de référence du consultant, l'audit financier des comptes de tous les partenaires ayant une convention ou un protocole avec le Projet ;	Les termes de référence et dossier de consultation seront transmis à la Banque dans le courant du quatrième trimestre de l'année 2003.
(ix) Etudier les modalités de gestion, de fonctionnement et de pérennisation des infrastructures socio-communautaires à mettre en place.	Ces modalités seront étudiées à la suite de la mission qui a démarré en septembre et doit se poursuivre jusqu'en octobre 2003.

VII. COORDINATION AVEC LES AUTRES PARTENAIRES

7.1 Le 25 juin 2003, une mission de la Banque Mondiale a rencontré le Projet de Lutte contre la Pauvreté, lors de son séjour dans le cadre du suivi de l'Agence du Fonds de Développement Social (AFDS). Il a été évoqué la nécessité de mettre en place une synergie des deux Projets, particulièrement sur le choix des communautés de base, car certaines de ces communautés sont retenues par les deux entités. A Ce propos, la présente mission de supervision de la BAD a invité la Cellule de Suivi à renforcer la coordination des trois projets du Développement Social financés respectivement par la BAD, la Banque Mondiale et le PNUD.

7.2 Au cours de l'audience avec le Ministre de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale, l'accent a été mis sur les principaux points suivants :

- Utilisation des biens acquis dans le cadre du Projet exclusivement à la réalisation des activités du Projet
- Accent sur la qualité des réalisations par le respect des règles d'acquisition édictées et par

- le suivi des activités confiées aux partenaires ;
- Dynamique évolutive basé sur une stratégie pérenne à partir des bonnes pratiques des Projets et en harmonisant les démarches ;
- Mise en place d'un système performant de suivi/évaluation par le Projet.

VIII. PRINCIPAUX PROBLEMES RENCONTRES DANS L'EXECUTION DU PROJET

8.1 Les principaux problèmes signalés sont comme suit :

- i) Le délai d'exécution restant de 16 mois est réduit pour l'exécution du programme d'alphabétisation des 36 000 bénéficiaires. Cette réduction est due au retard de deux années accusé dans la mise en vigueur du prêt et du don (de janvier 1999 à février 2001). La date de clôture du prêt étant fixée en décembre 2004, tout retard supplémentaire dans la mise en œuvre de l'activité pourrait faire glisser le planning jusqu'en 2005 ;
- ii) Les délais de réponse par la BAD sont parfois longs;
- iii) Les formations des partenaires d'exécution ne sont pas encore réalisées alors que leurs activités ont démarré ;
- iv) Les communautés de base ciblées par le Projet sont situées dans des zones très enclavées et difficiles d'accès pour l'équipe du Projet et les partenaires chargés de suivre les activités sur le terrain. Cette situation nécessite des missions sur le terrain et donc la prise en charge des frais réels de mission ;
- v) Les vols répétitifs de matériels de bureau et informatiques enregistrés au niveau de l'Unité Régionale de Gestion de Thiès. La responsabilité de la société de gardiennage est en cause.

IX. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

9.1 Afin d'assurer une meilleure exécution du projet, il est recommandé :

Au Gouvernement

- (i) Veiller à une meilleure coordination des activités des Projets de Lutte Contre la Pauvreté par la Cellule de Suivi Opérationnel des Projets et Programmes du Ministère de tutelle pour éviter la concentration des interventions des différents partenaires ou duplications dans la même communauté de base ;
- (ii) Respecter les règles de passation des marchés et les critères d'évaluation contenus dans les DAO ;
- (iii) Financer sur les fonds de contrepartie de l'exercice 2003 l'acquisition des manuels d'alphabétisation de la première cohorte dont la procédure de recrutement a été bouclée le 02 septembre 2003 et le contrat signé pour un montant de douze millions cinq cent soixante quinze mille (12 575 000) FCFA HTVA soit quatorze millions huit cent trente huit mille cinq cents (14 838 500) FCFA TTC ;
- (iv) Préparer et soumettre à la Banque pour avis les DAO des équipements et mobiliers destinés aux cases-foyers, cases des tout petits et cases de santé, au plus tard fin octobre 2003 ;
- (v) Transmettre à la Banque, au plus tard mi-octobre 2003, le rapport d'audit des comptes clos au 31 décembre 2002 ;
- (vi) Lancer au cours du dernier trimestre 2003 le processus de recrutement d'un cabinet pour l'audit des années 2003 et 2004 ;

- (vii) Préparer et soumettre à la Banque pour avis les termes de référence de la revue à mi-parcours du projet, au plus tard fin novembre 2003 ;
- (viii) Veiller à ce que la société de gardiennage rembourse le matériel de bureau et informatique à l'URG de Thiès, au plus tard fin octobre 2003 ;

A la Banque

- (i) Diligenter le traitement des dossiers soumis à son avis :
- le manuel des procédures administratives et financières,
 - les trois demandes de paiements sur FAT et FAD,
 - l'acquisition par entente directe des manuels d'alphabétisation,
 - les résultats de la consultation relative au recrutement des bureaux d'études chargés de la formation des partenaires institutionnels et d'exécution transmise le 18 septembre 2003.

Fait à Dakar le 25 septembre 2003

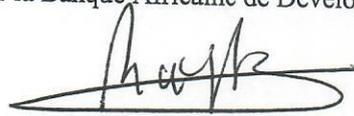
Ont signé :

Pour le Gouvernement



M. Daouda DIOP
Directeur de la Coopération Economique
et Financière

Pour la Banque Africaine de Développement



Madame Raymonde B. Coffi.
Expert OCSD.2
Division Développement Social

MISSION DE SUPERVISION DE SEPTEMBRE 2003

LISTE DES PERSONNES RENCONTREES

Prénoms et Nom	Fonction	Structure	Coordonnées téléphon.
Awa Gueye Kébé	Ministre de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale	Ministère de tutelle	849 70 98
NIASSE	Conseiller Technique n°1	Ministère du Développement Social	849 70 68
Ousmane KA	Coordonnateur de la Cellule	C. de Suivi Opérationnel des Projets et Programmes de Lutte Contre la Pauvreté (MFDSSN)	842 23 97
Daba TRAORE	Chargée de Programme	DCEF / MEF	822 35 62
Djibril DIOP	Coordonnateur Adjoint	Cellule AT/CPEC – Ministère de l'Economie et des Finances	821 22 67
Khady Fall NDIAYE	Directrice	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Mouhamadou Lamine MBAYE	Administrateur Gestionnaire	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Aminata NDIAYE	Responsable Comp. Renforcement des Capacités	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Assane SAGNE	Co-responsable Comp. Microfinance et AGR	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Aïssatou DIOP DIAGNE	Co-responsable Comp. Microfinance et AGR	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Moustapha DIEYE	Responsable Comp. Infrastructures, Equipements et Hydraulique	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Ramatoulaye DIOP DIENG	Comptable	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Rokhaya GUEYE DIOP	Gérante de la régie d'avance	PLCP – Bureau de Gestion	869 10 87
Fatou Ndao BA	Coordonnatrice	PLCP – URG de Dakar	824 26 62
Khady NIANG NDIAYE	Chef de Projet	AGETIP	839 02 36
Badara CISSE		Service du Développement Communautaire	
Djibril DIALLO	Chef de CERP	CERP Sangalkam	
Oumar GUINDO	Directeur	ICORE, Maître d'oeuvre	823 70 59
Mody DIANKHA	Agent	ICORE	823 70 59
Nourou MBAYE	Agent	ICORE	823 70 59
Albert MONTEIL	Agent	ICORE	823 70 59
Ibrahima BADIANE	Directeur	MAXIBAT	864 05 64
Jean Alassane DIOP	Stagiaire	MAXIBAT	864 05 64
Elisabeth NIANG	Agent	MAXIBAT	864 05 64
Valérie NGOM	Agent	MAXIBAT	864 05 64
François DIOP	Agent	MAXIBAT	864 05 64
Magaye GUEYE	Agent	MAXIBAT	864 05 64

Amadou Moctar NDIONGUE	Agent	MAXIBAT	864 05 64
Djibril NDOYE	Représentant des bénéficiaires	Déni Biram Ndao NORD	
Fatou GAYE	Représentant des bénéficiaires	Déni Biram Ndao NORD	
Ibrahima BA	Représentant des bénéficiaires	Kaniack	
Alioune DIALLO	Représentant des bénéficiaires	Sangalkam	
Mbaye FALL	Représentant des bénéficiaires	Sangalkam	
Ifraïma BA	Représentant des bénéficiaires	Ngendouf	
Pape SOW	Représentant des bénéficiaires	Ngendouf	
Abibatou NDIAYE	Présidente	FAFS	827 22 54
Alioune DIOUF	Gérant	MECGFA Bambey	973 68 19
Mouhamadou Abdoulaye DIOP	Inspecteur Chargé des RN à Fatick	ONG Action Plus	949 11 37
Ousseynou SAMB	Adjoint chargé des Programmes	ONG AFRICARE	849 74 01
Mamadou DANFAKHA	Assistant chef de département Environnement	ONG Sahel 3000	835 19 09
Samba SIDIBE	Président	AVPK	985 15 23
Abdoulaye SENE	Agent	ONG CONACAP	824 18 11
Babacar FAYE	Agent	ONG CONACAP	824 18 11
Amadou NGOM	Chef d'Antenne Diourbel	ASACASE	971 34 00
Ibrahima DIALLO	Coordonnateur	ONG APDJ	971 17 16
Seynabou DIOP	Coordonnatrice	RECEC	867 12 40
Dame MBOW	Formateur	ONG CESAO	941 22 26
Mbaye DIAKHATE	Président	ONG EGA	971 17 16
Ibrahima YADE	Président	ONG ACA	825 32 14
Mamadou TOURE	Directeur Général Adjoint	CMS	889 09 09
Ndèye Mariane THIOYE	Directrice Exécutive	FDEA	825 20 58
Sokhna Mouslimatou NDIAYE	Coordonnatrice	FDEA	864 23 91
Astou SECK	Présidente du Conseil d'Administration	MEC COCOGES	864 19 75
Mbacké GUEYE	Consultant	MEC COCOGES	864 19 75
Pape Moussa MBAYE	Gérant	MEC COCOGES	864 19 75
Ndoumbane SAMB	Secrétaire Administrative	MEC COCOGES	8641975/6899297
Sadibou DIOUF	Président du Conseil d'Administration	UNACOIS Marché Ndiarème	694 47 75
Baboucar KANE	Secrétaire Général	UNACOIS Marché Ndiarème	821 60 48
Fadel SAKHO	Responsable Caisse Centrale	UMECUDEFS	849 16 70
Kéba Gérard DRAME	Président	ONG APCP	971 40 24
Amacodou DIOUF	Coordonnateur	AHDIS	973 68 19
Abdoulaye SOUGOU	Responsable Programme	AJED	835 03 20

ANNEXE 2 :

**TAUX D'EXECUTION PHYSIQUE
(DETAIL PAR COMPOSANTE)**

N° Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	Pourcentage_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F. Ligne de Crédit	G - Fonctionnement
11	COMPOSANTE RENFORCEMENT DES CAPACITES DES BENEFICIAIRES ET PARTENAIRES	2-oct-00	20-janv.-05	41%										
21.1	R1. Le niveau éducatif, les compét. techniques et la capacité d'autopromotion des groupes sont améliorés	1-janv.-01	20-janv.-05	41%	80%	10%	9,5%				2,4%	7,1%		
31.1.1	Elaborer un plan de formation global du Projet	1-juin-01	26-janv.-04	95%										
41.1.1.1	Former 40 formateurs ou formatrices et 600 facilitateurs ou facilitateuses	1-juin-01	26-janv.-04	95%										
51.1.1.1.1	Signer un protocole d'accord avec le CONGAD et la DAEB	1-juin-01	15-juil.-02	100%										
61.1.1.1.1.1	CONGAD	1-juin-01	31-déc.-01	100%										
71.1.1.1.1.2	DAEB	1-juin-01	31-déc.-01	100%										
81.1.1.1.2	Recruter le MOD	4-juin-01	5-nov.-02	100%										
91.1.1.1.3	Recruter les 30 ONG	31-déc.-01	31-janv.-03	100%										
101.1.1.1.4	Concevoir la méthodologie, l'approche pédagogique et le programme de formation	16-oct.-02	5-juin-03	100%										
111.1.1.1.5	Former les 40 formatrices (teurs)	7-avr.-03	23-avr.-03	50%										
121.1.1.1.6	Former les 60 superviseurs (euses) cohorte 1	7-mai-03	16-mai-03	50%										
131.1.1.1.7	former les 60 superviseurs cohorte 2	7-août-03	27-août-03											
141.1.1.1.8	former les 600 facilitateurs(cohorte 1)	7-août-03	27-août-03											
151.1.1.1.9	Former les 600 formatrices (teurs) cohorte 2	8-déc.-03	29-déc.-03											
161.1.1.1.10	Effectuer le suivi, la supervision et l'évaluation	9-janv.-04	26-janv.-04	20%										
171.1.2	Alphabétiser 36000 adultes (trices) dans 600 Communautés de base	16-juil.-02	20-janv.-05	11%	20%	20%	2,2%				0,6%	1,7%		
181.1.2.1	Réaliser l'étude de milieu complémentaire phase 1	20-janv.-03	29-janv.-03	100%										
191.1.2.2	Réaliser l'étude de milieu complémentaire phase 2	20-janv.-03	5-fevr.-03											
201.1.2.3	Choisir les relais des Communautés de base à former	20-janv.-03	29-janv.-03	50%										
211.1.2.4	Choisir les 36000 individus à former	20-janv.-03	29-janv.-03	50%										
221.1.2.5	Elaborer le plan de formation	16-oct.-02	21-nov.-02	100%										
231.1.2.6	Concevoir la méthodologie, l'approche pédagogique et le programme de formation	16-juil.-02	5-mai-03	100%										
241.1.1.2.7	Mettre en place manuels cohorte 1	29-août-03	29-sept.-03	50%										
251.1.2.8	mettre en place manuels cohorte 2	5-déc.-03	15-déc.-03											
261.1.2.9	Formation des bénéficiaires de la cohorte 1	7-oct.-03	2-sept.-04											
271.1.2.10	consolidation formation bénéficiaires cohorte 1	1-oct.-04	20-janv.-05											
281.1.2.11	suivi du programme de la cohorte 1	1-juil.-03	10-août-04											
291.1.2.12	évaluation à mi parcours Cohorte 1	16-fevr.-04	5-mars-04											
301.1.2.13	évaluation finale de la cohorte 1	2-août-04	20-août-04											
311.1.2.14	formation des bénéficiaires de la cohorte 2	1-janv.-04	31-déc.-04											
321.1.2.15	consolidation formation bénéficiaires cohorte 2	1-juil.-04	30-nov.-04											
331.1.2.16	suivi du programme de la cohorte 2	1-avr.-03	31-déc.-04											
341.1.2.17	évaluation à mi-parcours de la cohorte 2	7-juin-04	21-juin-04											
351.1.2.18	évaluation finale de la cohorte 2	1-déc.-04	21-déc.-04											
361.1.3	Sensibiliser 36000 bénéficiaires sur les différents thèmes choisis	1-janv.-01	31-déc.-04	46%	15%	6,9%	0,3%				1,4%	5,2%		
371.1.3.1	Identifier les besoins et les thèmes de sensibilisation	1-janv.-01	16-août-02	95%										
381.1.3.2	Concevoir le programme de sensibilisation	19-août-02	13-sept.-02	40%										
391.1.3.3	Elaborer un plan d'exécution du programme de sensibilisation	1-nov.-02	15-janv.-03	100%										
401.1.3.4	Identifier et choisir les personnes ressources et les structures spécialisées	19-août-02	13-sept.-02	70%										
411.1.3.5	Mettre en place les équipements d'IEC	4-août-03	30-sept.-03	60%										

N° Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	Pourcentage_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement
42.1.1.3.6	Réaliser le programme de sensibilisation	4-aout-03	31-déc-04	15%										
43.1.1.3.7	Effectuer le suivi et l'évaluation	4-aout-03	31-déc-04	8%										
44.1.1.4	Développer une stratégie d'information et de communication du projet	31-aout-01	31-déc-04	59%		5%	3,0%			0,3%	0,7%	1,9%		
45.1.1.4.1	Produire les supports imprimés (les dépliants, les plaquettes, guides, bulletins périodiques du PLCP)	3-sept-01	31-déc-04	50%										
46.1.1.4.2	Contractualiser avec les médias	3-sept-01	31-déc-04	60%										
47.1.1.4.3	Concevoir et élaborer le programme d'information et de communication	31-aout-01	11-mars-02	100%										
48.1.1.4.4	Réaliser le programme médiatique du PLCP	4-aout-03	31-déc-04	60%										
49.1.1.5	Former 1800 représentants (tes) de bénéf. à la gestion et à l'entretien des équip. et infrastr.	1-janv.-02	31-déc-04	18%		10%	1,8%	0,1%			0,4%	1,4%		
50.1.1.5.1	Identifier les besoins de formation	1-janv.-02	21-mai-02	100%										
51.1.1.5.2	Choisir les 1800 personnes à former	18-juin-02	26-janv.-04	9%										
52.1.1.5.3	Choisir les personnes ressources et/ou les structures spécialisées	1-avr.-02	30-juin-03	22%										
53.1.1.5.4	Concevoir le programme de formation	15-mai-02	14-juil.-03	13%										
54.1.1.5.5	Elaborer le plan de formation	15-mai-02	31-juil.-02	70%										
55.1.1.5.6	Organiser les séminaires de formation	21-juil.-03	2-nov.-04	5%										
56.1.1.5.7	Effectuer le suivi et l'évaluation	19-sept.-03	31-déc-04											
57.1.1.6	Former 1800 responsables de groupements à l'utilisation du crédit et à la gestion fin. des AGR	8-janv.-02	24-déc-04	18%		10%	1,8%	0,1%			0,4%	1,4%		
58.1.1.6.1	Identifier les besoins de formation	1-févr.-02	31-déc-02	48%										
59.1.1.6.2	Choisir les 1800 responsables à former	15-aout-02	30-juin-03											
60.1.1.6.3	Choisir les personnes ressources et/ou les structures spécialisées	3-juin-02	30-juin-03	9%										
61.1.1.6.4	Concevoir le programme de formation	4-aout-03	29-aout-03											
62.1.1.6.5	Elaborer le plan de formation	8-janv.-02	31-juil.-02	88%										
63.1.1.6.6	Organiser les séminaires de formation	6-oct.-03	30-nov.-04											
64.1.1.6.7	Effectuer le suivi et l'évaluation	6-oct.-03	24-déc-04											
65.1.1.7	Former 3000 responsables de groupements bénéf et 1200 sur la formulation et la gestion de projet	8-janv.-02	29-oct-04	50%		10%	5,0%	0,3%			1,0%	3,8%		
66.1.1.7.1	Identifier les besoins de formation	15-aout-02	13-sept-02	100%										
67.1.1.7.2	Choisir les 3000 responsables à former	15-aout-02	30-juin-03	100%										
68.1.1.7.3	Choisir les 1200 responsables à former	15-aout-02	30-juin-03											
69.1.1.7.4	Choisir les personnes ressources et/ou les structures spécialisées	3-juin-02	15-aout-02	80%										
70.1.1.7.5	Elaborer le plan de formation	8-janv.-02	11-oct-02	80%										
71.1.1.7.6	Concevoir le programme de formation	1-juil.-03	18-juil.-03	65%										
72.1.1.7.7	Organiser les séminaires de formation	4-aout-03	30-juil.-04	75%										
73.1.1.7.8	Effectuer le suivi et l'évaluation	11-aout-03	29-oct-04											
74.1.2	R2. Les capacités des différents partenaires institutionnels, d'exécution et des agents du projet sont renforcées	2-oct-00	31-déc-04	41%	20%									
75.1.2.1	Renforcer les capacités des partenaires institutionnels et d'exécution	2-oct-00	31-déc-04	100%										
76.1.2.1.1	Identifier les besoins en appui institutionnel	2-oct-00	27-déc-02	100%		5%	5,0%			2,0%	0,3%	0,8%		2,0%
77.1.2.1.2	Mettre en place l'appui institutionnel	4-sept-01	31-déc-04	100%										
78.1.2.2	Réaliser 34 séminaires de formation pour les partenaires d'exécution et les responsables de la FNGPF	1-janv.-02	25-oct-04	27%		5%	1,4%	0,07%			0,3%	1,0%		

N° Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	Pourcentage_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement
79 1.2.2.1	Identifier les besoins de formation	1-janv.-02	22-déc.-03	50%										
80 1.2.2.2	Choisir les participantes (ts) aux séminaires	1-janv.-02	22-déc.-03	50%										
81 1.2.2.3	Définir les thèmes de formation	1-janv.-02	22-déc.-03	50%										
82 1.2.2.4	Recruter des spécialistes ouvet des structures spécialisées	1-janv.-02	22-déc.-03	20%										
83 1.2.2.5	Concevoir les programmes de formation	1-janv.-02	22-déc.-03	30%										
84 1.2.2.6	Organiser les séminaires de formation	1-janv.-02	30-juin-04											
85 1.2.2.7	Effectuer le suivi-évaluation post formation	13-juin-02	25-oct.-04											
86 1.2.3	Former des représentantes (ts) de 30 ONG, SFD et responsables de la FNGPF	7-déc.-01	6-oct.-03	25%	5%		1,3%				0,3%	0,9%		
87 1.2.3.1	Choisir les participants (les)	12-aout-02	19-aout-02	50%										
88 1.2.3.2	Recruter les spécialistes et/ou structures spécialisées	15-juil.-02	30-juin-03	50%										
89 1.2.3.3	Elaborer le plan de formation	7-déc.-01	9-oct.-02	50%										
90 1.2.3.4	Concevoir le programme de formation	8-oct.-02	10-juil.-03	1%										
91 1.2.3.5	Organiser les séminaires en approche genre, participative, gestion de projet, microfin et autres	17-oct.-02	30-sept.-03	15%										
92 1.2.3.6	Effectuer le suivi-évaluation de la post formation	17-oct.-02	6-oct.-03	2%										
93 1.2.4	Renforcer les capacités techniques du personnel du projet	9-oct.-01	18-aout-03	11%	5%		0,6%				0,1%	0,4%		
94 1.2.4.1	Former les agents du projet à l'approche "Genre et Développement" dans les activités des projets de LCP	7-janv.-02	11-janv.-02	100%										
95 1.2.4.2	Former les agents du projet en Planification/ Acquisitions de biens et services et Exécution budgétaire	2-sept.-02	16-juil.-03											
96 1.2.4.3	Former les agents du projet à l'utilisation des logiciels MS Project/ Power Point et autres.	4-nov.-02	18-aout-03	20%										
97 1.2.4.4	Initier les agents du projet à la lecture et à l'écriture des langues	9-oct.-01	11-oct.-01	100%										

Taux de la composante	38%	0,8%	2,3%	7,7%	25,4%	2,0%
Contribution au taux global	9%	0,02%	0,47%	0,67%	4,53%	0,12%

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Réhabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement
1	1	R1. Les capacités techniques d'intervention des SFD et des groupes cibles sont renforcées	3-janv-02	24-déc-04	39%	27%									
2	1.1	Mettre en place et appuyer 15 CAPEC	3-sept-02	4-mars-04	19%		2%	0,4%	0,21%			0,2%			
3	1.1.1	Sélectionner les communautés de base devant bénéficier des GEC	9-sept-02	6-nov-02	100%										
4	1.1.2	Sélectionner la structure d'encadrement des 15 CAPEC	3-sept-02	30-sept-02											
5	1.1.3	Aménager, construire ou réhabiliter les 15 CAPEC	1-sept-03	6-janv-04	45%										
6	1.1.4	Equiper les 15 CAPEC	3-nov-03	4-mars-04											
7	1.1.5	Former les membres des organes et les employés des 15 CAPEC	6-oct-03	3-mars-04											
9	1.1.7	Effectuer le suivi et l'évaluation	17-nov-03	14-janv-04											
10	1.2	Former les responsables des ONG et SFD et agents des services techniques	3-janv-02	30-juin-04	46%		5%	2,3%				0,2%	2,0%		
11	1.2.1	Sélectionner les SFD, ONG et services techniques	3-janv-02	1-aout-02	100%										
12	1.2.2	Signer les conventions avec ces ONG, SFD et services techniques	17-juin-02	15-janv-03	100%										
13	1.2.3	Sélectionner les Bureaux d'études	4-févr-02	14-janv-03	90%										
14	1.2.4	Signer les conventions avec les bureaux d'études	29-sept-03	1-oct-03											
15	1.2.5	Elaborer le programme de formation	1-oct-03	15-oct-03	25%										
16	1.2.6	Exécuter le programme de formation destiné aux SFD, ONG et services techniques	3-nov-03	30-juin-04											
17	1.2.7	Effectuer le suivi et l'évaluation	10-nov-03	30-mars-04											
18	1.3	Former 3000 responsables des bénéficiaires pour la mise en place et la gestion des CLEC	1-févr-02	29-oct-04	42%	10,00%	10,00%	4,2%	0,6%			0,4%	3,2%		
19	1.3.1	Identifier les CLEC	1-févr-02	14-juin-02	100%										
20	1.3.2	Identifier les cibles et leurs besoins spécifiques	1-janv-03	5-mai-03	100%										
21	1.3.3	Elaborer un programme de formation	1-juil-03	16-juil-03	90%										
22	1.3.4	Exécuter les formations des bénéficiaires	8-sept-03	30-juil-04	19%										
23	1.3.4.1	Formation initiale	8-sept-03	15-oct-03	45%										
24	1.3.4.2	Recyclage	1-juil-04	30-juil-04											
25	1.3.5	Effectuer le suivi et l'évaluation des formations	30-sept-04	29-oct-04											
26	1.4	Former 1800 responsables des bénéficiaires à l'utilisation du crédit, en gestion et autres	1-janv-03	24-déc-04	34%	10,00%	10,00%	3,4%	0,5%			0,3%	2,6%		
27	1.4.1	Identifier les cibles et leurs besoins de formation	1-janv-03	2-déc-03	65%										
28	1.4.2	Elaborer le programme de formation	15-déc-03	30-déc-03	10%										
29	1.4.3	Exécuter le programme de formation des groupes cibles (initiation-recyclage)	5-janv-04	6-oct-04											
30	1.4.3.1	Formation initiale	5-janv-04	5-févr-04											
31	1.4.3.2	Recyclage	6-sept-04	6-oct-04											
32	1.4.4	Effectuer le suivi et l'évaluation	6-sept-04	24-déc-04											
33	2	R2. Les groupes cibles accèdent, de manière durable, au financement de leurs activités	29-déc-00	31-déc-04	42%	73%									
34	2.1	Octroyer 290 000 micro crédits directement ou à travers les GEC	1-janv-01	31-déc-04	52%		50%	26,0%							
35	2.1.1	Sélectionner les communautés de base	1-janv-02	21-févr-02	100%							1,3%		19,5%	

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement
36	2.1.2	Réaliser l'étude sur les créneaux porteurs	4-févr-02	29-mars-02	100%										
37	2.1.3	Réaliser le diagnostic des Caisses d'Epargne et de Crédit	31-mai-01	14-juin-02	100%										
38	2.1.4	Elaborer des requêtes de financement	1-Janv-01	31-déc-04	35%										
39	2.1.5	Informier et sensibiliser les groupes cibles	16-Janv-01	27-mai-04	75%										
40	2.1.6	Evaluer les demandes de financement des bénéficiaires	3-mars-03	4-avr-03	30%										
41	2.1.7	Mettre les fonds de crédit à la disposition des SFD	14-Janv-03	30-juin-04	40%										
42	2.1.8	Financer les micro projets	14-avr-03	30-juin-04	20%										
43	2.1.9	Financement des CLEC	22-oct-04	31-déc-04	20%										
8	1.1.6	Mettre à la disposition des 15 CAPEC les fonds nécessaires	10-nov-03	7-Janv-04											
44	2.1.10	Suivi technique des activités	6-oct-04	31-déc-04	20%										
45	2.1.11	Recouvrer les fonds prêtés	15-mai-03	11-août-03	10%										
46	2.1.12	Suivre et évaluer les activités de crédit et de recouvrement des SFD	8-mai-03	24-oct-03	30%										
47	2.2	Mettre en place un mécanisme de pérennisation du système développé	29-déc-00	31-déc-04	33%		23%	7,6%	4,9%			0,8%	1,9%		
48	2.2.1	Renforcer les CAPEC	9-sept-02	30-juin-04	5%										
49	2.2.2	Appuyer la création d'un réseau de mutuelles des femmes	27-mai-03	30-sept-04	5%										
50	2.2.3	Effectuer le suivi et l'évaluation du mécanisme de pérennisation	9-sept-03	31-déc-04	5%										
51	2.2.4	Production de rapports d'activités trimestriels	29-déc-00	31-déc-04	50%										
52	2.2.4.1	Rédaction des rapports	29-déc-00	31-déc-04	50%										
53	2.2.4.2	Envoi des rapports à la BAD	2-Janv-01	31-déc-04	50%										

Taux de la composante

43,9%

11,5%

3,2%

9,6%

19,5%

Contribution au taux global

10%

0,29%

0,28%

1,70%

3,67%

Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	G - Fonctionnement
1	R1. Les communautés ciblées accèdent facilement à l'eau potable en quantité	2-juil-01	30-déc-05	48%	45%								
1.1	120 Puits construits et équipés de matériels d'exhaure ainsi que 60 Réseaux	2-juil-01	30-déc-05	47%		25%	11,8%	1,8%	8,2%		1,8%		
1.1.1	Les communautés bénéficiaires sont ciblées et leurs besoins identifiés	3-déc-01	31-janv-03	100%									
1.1.2	le Maître d'œuvre hydraulique (Nordique - Sénégalais) est recruté	2-juil-01	20-août-02	100%									
1.1.3	les cahiers de charge des puits et réseaux sont élaborés	2-déc-02	31-janv-03	100%									
1.1.4	les entreprises de travaux hydrauliques sont recrutées et les ordres de services signés	9-juin-03	31-juil-03	90%									
1.1.5	120 puits et 60 réseaux sont construits et réceptionnés conformément aux cahiers de charge	1-oct-03	30-août-04	0%									
1.1.6	le matériel d'exhaure et les outillages connexes sont convenablement spécifiés	3-mars-03	30-avr-03	100%									
1.1.7	les pompes ; Outillages et pièces de rechange acquis conformément au cahier de charge	1-juil-03	15-déc-03	50%									
1.1.8	120 pompes manuelles et 60 Electopommes installés et mis en service ainsi que leurs pièces de rechange	18-févr-04	29-oct-04	0%									
1.1.9	les 120 communautaires bénéficiaires suivies et accompagnées par l'encadrement rapproché	3-déc-01	30-déc-05	30%									
1.2	120 latrines construites et 120 C.B sensibilisées aux thèmes d'hygiène et assainissement	3-déc-01	31-mars-04	67%	10%	6,7%	1,0%		4,7%		0,7%	0,3%	
1.2.1	Les besoins des communautés de base sont identifiés	3-déc-01	31-janv-03	100%									
1.2.2	les spécifications techniques des latrines sont élaborées	2-déc-02	31-janv-03	95%									
1.2.3	les entreprises de construction des latrines sont recrutées	6-févr-03	31-juil-03	90%									
1.2.4	les 120 latrines sont construites	1-oct-03	31-mars-04	0%									
1.2.5	les thèmes de sensibilisation sur hygiène et assainissement sont élaborés	3-nov-03	16-déc-03	100%									
1.2.6	les 120 communautés bénéficiaires sont formées sur les thèmes d'hygiène et assainissement	16-sept-03	30-janv-04	0%									
1.3	600 membres des bénéficiaires formés à la maintenance et à la gestion durable des equip/Infrastr.	3-déc-01	30-août-05	26%	10%	2,6%	0,3%				0,5%	1,8%	
1.3.1	Les besoins spécifiques de formation des bénéficiaires sont évalués	3-déc-01	21-mai-02	100%									
1.3.2	les thèmes et modules spécifiques de formation sont élaborés	3-nov-03	16-déc-03	100%									
1.3.3	120 comités de gestion sont installés; sensibilisés et formés	17-déc-03	30-sept-04	0%									
1.3.4	240 Gérants de Pompes sont formés à l'entretien et la maintenance	18-déc-03	30-août-04	0%									
1.3.5	240 Gérants de pompes sont recyclés	1-juil-05	30-août-05	0%									
2	R2. Les groupes cibles disposent de meilleures capacités de valorisations de leurs produits	3-déc-01	30-déc-05	40%	20%								
2.1	550 équipements post-récolte et de valorisation des produits agr. installés	3-déc-01	30-déc-05	43%	13%	5,6%	0,3%		4,5%		0,8%		

Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilification	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	G - Fonctionnement
2.1.1	les bénéficiaires sont ciblés et de leurs besoins identifiés	3-déc-01	21-mai-02	100%									
2.1.2	les spécifications techniques des 550 équipements sont élaborées	12-août-02	13-sept-02	100%									
2.1.3	le fournisseur d'équipements est identifié	30-sept-03	30-janv-04	100%									
2.1.4	550 équipements post récolte sont acquis conformément aux cahiers de charge	2-févr-04	2-avr-04	100%									
2.1.5	550 équipements post récolte sont réceptionnés et installés	5-avr-04	7-mai-04	100%									
2.1.6	les communautés bénéficiaires sont suivies et accompagnées	5-avr-04	30-déc-05	5%									
2.2	1050 Membres des bénéficiaires formés à la maintenance et à la gestion durable des Equipements	26-févr-02	29-avr-05	35%		7%	2,5%	1,8%			0,2%	0,4%	
2.2.1	les bénéficiaires sont ciblés et de leurs besoins spécifiques de formation évalués	26-févr-02	21-mai-02	100%									
2.2.2	les modules de formation sont élaborés	3-févr-03	18-mars-03	100%									
2.2.3	350 comités de gestion sont installés et les séances de sensibilisation organisées	23-mai-03	31-déc-03	70%									
2.2.4	les ateliers thématiques de formation en gestion et maintenance sont organisés	2-févr-04	5-avr-04	0%									
2.2.5	700 opérateurs d'équipements post récolte sont formés	1-avr-04	29-avr-05	0%									
3	Les groupes cibles disposent de cases des tout petits, de cases foyers, de cases santé, de caisses d'E/C	1-juin-01	30-déc-05	31%	35%								
3.1	Construire et équiper des cases foyers Caisses d'E. et C. ; cases de santé ; cases des tout- petits ; etc.	1-juin-01	30-déc-05	41%		25%	10,3%	1,0%	5,1%	0,5%	3,6%		
3.1.1	les communautés bénéficiaires sont ciblées et leurs besoins spécifiques évalués	3-déc-01	21-mai-02	100%									
3.1.2	les terrains d'accueil des infrastructures sont affectés	1-avr-03	25-juil-03	100%									
3.1.3	le Maître d'ouvrage délégué en Génie Civil est recruté	1-juin-01	31-août-01	100%									
3.1.4	le Programme architectural est élaboré et la sélection des Entreprises bouclée	3-mars-03	12-août-03	100%									
3.1.5	les infrastructures communautaires sont construites et réceptionnées	13-août-03	16-avr-04	0%									
3.1.6	les équipements communautaires sont acquis conformément aux cahiers de charge	3-nov-03	27-févr-04	0%									
3.1.7	les équipements communautaires sont réceptionnés et installés	1-mars-04	30-avr-04	0%									
3.1.8	les communautés bénéficiaires sont suivies et accompagnées	2-juin-03	30-déc-05	25%									
3.2	Former les bénéficiaires l'entretien et à la gestion durable des Infrastr. et équip.	3-déc-01	30-déc-05	15%	10%		1,5%	0,2%			0,2%	1,1%	0,1%
3.2.1	les bénéficiaires sont ciblés et leurs besoins spécifiques de formation évalués	3-déc-01	21-mai-02	100%									
3.2.2	les prestataires thématiques sont recrutés	3-nov-03	31-déc-03	0%									
3.2.3	les modules de formation thématiques sont élaborés	1-janv-04	2-févr-04	0%									
3.2.4	les séances de sensibilisation et ateliers thématiques sont organisés	16-févr-04	22-mars-04	0%									

Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	G - Fonctionnement
3.2.5	les communautaires bénéficiaires sont suivies et accompagnées	13-aout-03	30-déc-05	0%									

Taux de la composante												
41%												
18%												
Contribution au taux global												
41%												
18%												
0,16%												
0,16%												
18,0%												
4,64%												
5,0%												
1,01%												
7,8%												
0,68%												
3,6%												
0,64%												
0,1%												
0,00%												

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Réhabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialités	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement	H - Audit	
11		Composante Gestion - Bureau de Gestion du Projet - BGP														
	R1.	Les activités du Projet sont planifiées et exécutées														
31.1.1		Mettre en vigueur le Projet	27-oct.-98	31-déc.-04	75%											
41.1.1.1		Réunir les conditions de mise en vigueur du Prêt	27-oct.-98	30-juin-04	94%	15%	14,1%							14,1%		
51.1.1.1.1		Fournir la preuve de la création BGP et URG	19-aout-99	15-févr.-01	100%											
61.1.1.1.2		Fournir la preuve de la création CNP et CRP	19-aout-99	15-févr.-01	100%											
71.1.1.1.3		Fournir la preuve du recrutement du Directeur et du complé	19-aout-99	12-sept.-00	100%											
81.1.1.1.4		FP R de spécial. Coord et Assist. et Personnel de soutien	19-aout-99	25-sept.-00	100%											
91.1.1.1.5		Fournir la preuve de la mise à disposition des locaux	19-aout-99	15-févr.-01	100%											
101.1.1.1.6		Fournir la preuve de la signature de l'accord de prêt avec le FND	19-aout-99	19-aout-99	100%											
111.1.1.1.7		Fournir la preuve de l'ouverture d'un cpte spécial et ss cpte ECOBANK	19-aout-99	2-nov.-00	100%											
121.1.1.1.8		Fournir la preuve de l'ouverture d'un cpte spécial et ss cpte CNCAS	19-aout-99	8-nov.-00	100%											
131.1.1.1.9		Fournir la preuve de l'ouverture d'un cpte au TRESOR	19-aout-99	2-nov.-00	100%											
141.1.1.1.10		Fournir la preuve du non dépassement de la capacité d'endettement du Sénégal	19-aout-99	2-nov.-00	100%											
151.1.1.1.11		Mettre en vigueur le Projet	19-aout-99	15-févr.-01	100%											
161.1.1.1.12		Adopter le manuel des procédures	15-févr.-01	15-aout-02	100%											
171.1.1.1.13		Affecter au Projet les terrains pour les cases-foyers	27-oct.-98	31-juil.-03	100%											
181.1.1.1.14		Verser la contribution 2001 Fonctionnement	1-janv.-01	30-mars-01	100%											
191.1.1.1.15		Verser la contrepartie 2001 Fonds de crédit	1-janv.-02	31-déc.-02	100%											
201.1.1.1.16		Verser la contribution 2002 Fonctionnement	1-janv.-02	12-juin-03	100%											
211.1.1.1.17		Verser la contrepartie 2002 Fonds de crédit	1-janv.-03	31-mars-03	100%											
221.1.1.1.18		Verser la contribution 2003 Fonctionnement	1-janv.-04	31-mars-04	90%											
231.1.1.1.19		Verser la contrepartie 2003 Fonds de crédit	1-janv.-04	31-mars-04												
241.1.1.1.20		Verser la contribution 2004 Fonctionnement	15-févr.-01	15-aout-01	100%											
251.1.1.1.21		Verser la contrepartie 2004 Fonds de crédit	15-mars-02	30-déc.-02	100%											
261.1.1.1.22		Soumettre pour avis un progr. détaillé de formation	15-avr.-02	30-juin-04	40%											
271.1.1.1.23		Communiquer les accords de convention avec les SFD	19-aout-99	17-aout-01	100%											
281.1.1.1.24		Mettre à la disposition des SFD les fonds	1-juin-01	28-juin-02	100%	20%	20,0%		8,0%	7,0%	3,0%			2,0%		
291.1.1.1.2		Transmettre à la BAD les documents nécessaires	1-juin-01	31-déc.-04	100%											
301.1.2		Planifier et démarer les activités du Projet	1-juin-01	28-juin-02	100%											
311.1.2.1		Réfectionner les sièges du BGP et des URG	4-juil.-01	31-juil.-02	100%											
321.1.2.2		Acquérir les véhicules, mobiliers de bureau et matériel informatique	4-juil.-01	31-juil.-02	100%											
331.1.2.3		Elaborer et valider le manuel des procédures opérationnelles	4-juil.-01	6-sept.-02	100%											
341.1.2.3.1		Conception du manuel	4-juil.-01	6-sept.-02	100%											
351.1.2.3.2		Atelier restreint de validation du manuel	25-juil.-02	26-juil.-02	100%											
361.1.2.3.3		Atelier national de validation du manuel	8-aout-02	9-aout-02	100%											
371.1.2.4		Elaborer et mettre en place un plan de communication	3-janv.-02	31-déc.-04	100%											
381.1.2.5		Sélectionner les 600 communautés de base (Etude de milieu)	2-juil.-01	31-juil.-02	100%											
391.1.2.6		Sélectionner les MOD, SFD et ONG pour la réalisation des programmes	1-avr.-01	31-déc.-02	100%											
401.1.2.7		Elaborer le Plan d'exécution du Projet	1-mars-01	31-aout-01	100%											
411.1.2.8		Elaborer et mettre en œuvre le Plan de formation	3-déc.-01	30-sept.-04	100%											
421.1.2.9		Elaborer le plan d'évaluation des performances du personnel du projet	1-juin-00	6-sept.-02	100%											
431.1.2.10		Elaborer les stratégies sectorielles des composantes et des URG	1-févr.-02	5-mars-02	100%											
441.1.2.11		Organiser l'atelier national de lancement du projet	1-aout-01	31-aout-01	100%											
451.2		R2. Les activités du PLCP sont coordonnées, supervisées et suivies	1-sept.-00	31-déc.-04	54%	40%										
461.2.1		Informier et sensibiliser les partenaires	1-nov.-00	31-déc.-04	50%	15%	7,5%							3,0%		4,5%

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement	H - Audit
47	1.2.1.1	Organiser des missions de sensibilisation et d'information dans les 5 régions	2-janv.-01	31-jul.-01	100%										
48	1.2.1.2	Organiser des séances de travail avec les partenaires au développ et l'Etat	1-nov.-00	31-déc.-04	95%										
49	1.2.1.3	Elaborer et mettre en place des cadres de partenariat	15-févr.-01	28-août-03	98%										
50	1.2.1.3.1	Cadre de collaboration avec la Direction du Développement Communautaire	15-févr.-01	31-déc.-01	100%										
51	1.2.1.3.2	Protocole d'accord avec la Direction de la Prévision et de la Statistique	15-févr.-01	31-déc.-01	100%										
52	1.2.1.3.3	Protocole d'accord avec le CONGAD	15-févr.-01	31-déc.-01	100%										
53	1.2.1.3.4	Protocole d'accord avec la DAEB	15-févr.-01	31-déc.-01	100%										
54	1.2.1.3.5	Protocole d'accord avec les 15 ONG Microfinance	1-nov.-01	31-déc.-02	100%										
55	1.2.1.3.6	Protocole d'accord avec AT/CEC	1-jul.-02	28-août-03	100%										
56	1.2.1.3.7	Protocole d'accord avec la Direction de l'Expansion Rurale (DER)	15-févr.-01	15-jul.-03	95%										
57	1.2.1.3.8	Protocole d'accord avec le Ministère du Prescolaire et des Cases Tout-petits	1-janv.-03	14-août-03	95%										
58	1.2.1.3.9	Protocole d'accord avec la Direction de l'Hydraulique	15-févr.-01	31-déc.-01	90%										
59	1.2.1.3.10	Convention avec l'AGETIP	1-jul.-01	20-août-01	100%										
60	1.2.1.3.11	Convention avec les 9 SFD	1-avr.-02	31-déc.-02	100%										
61	1.2.1.3.12	Convention avec le MOD en Alphabétisation la SAFEFOD	15-févr.-02	11-avr.-03	100%										
62	1.2.1.3.13	Convention avec le Bureau d'Etudes OFBD	15-févr.-02	24-juin-03	100%										
63	1.2.1.4	Mettre en place l'appui institutionnel prévu pour les partenaires du projet	15-févr.-01	31-déc.-04	66%										
64	1.2.1.4.1	Appui institutionnel prévu pour la DPS	15-janv.-02	14-août-02	100%										
65	1.2.1.4.2	Appui institutionnel prévu pour la CSO PLCP / MDS	15-févr.-01	31-déc.-04	68%										
66	1.2.1.4.2.1	Appui institutionnel CSO PLCP / MDS Année 2001	15-févr.-01	31-déc.-01	100%										
67	1.2.1.4.2.2	Appui institutionnel CSO PLCP / MDS Année 2002	1-janv.-02	31-déc.-02	100%										
68	1.2.1.4.2.3	Appui institutionnel CSO PLCP / MDS Année 2003	1-janv.-02	31-déc.-02	100%										
69	1.2.1.4.2.4	Appui institutionnel CSO PLCP / MDS Année 2004	1-janv.-03	31-déc.-03	75%										
70	1.2.1.4.3	Appui institutionnel pour les Services Régionaux du Développement Communautaire et SDDC	1-janv.-04	31-déc.-04											
71	1.2.1.4.3.1	Appui institutionnel SRDC / SDDC MDS Année 2002	1-janv.-02	31-déc.-02	56%										
72	1.2.1.4.3.2	Appui institutionnel SRDC / SDDC MDS Année 2003	1-janv.-02	31-déc.-02	100%										
73	1.2.1.4.3.3	Appui institutionnel SRDC / SDDC MDS Année 2004	1-janv.-03	31-déc.-03	50%										
74	1.2.1.4.4	Appui institutionnel prévu pour la DS/DS / MDS	1-janv.-04	31-déc.-04											
75	1.2.1.4.4	Appui institutionnel prévu pour la DS/DS / MDS	1-janv.-02	14-août-02	100%										
76	1.2.1.4.5	Appui institutionnel prévu pour les CERP	1-janv.-02	31-déc.-04	50%										
77	1.2.1.4.5.1	Appui institutionnel CERP Année 2002 : 15 motos	1-janv.-02	31-déc.-02	100%										
78	1.2.1.4.5.2	Appui institutionnel CERP Année 2003	1-janv.-03	28-janv.-04	50%										
79	1.2.1.4.5.3	Appui institutionnel CERP Année 2004	1-janv.-04	31-déc.-04											
80	1.2.2	Coordonner, superviser et suivre les actions du Projet	10-janv.-01	31-déc.-04	57%	20%	11,4%				8,0%				
81	1.2.2.1	Organiser des réunions de coordination	25-mars-02	31-déc.-04	53%										
81	1.2.2.1.1	Réunions hebdomadaires Directrice - Administrateur Gestionnaire	25-mars-02	27-déc.-04	54%										
227	1.2.2.1.2	Réunions hebdomadaires Directrice - Microfinance	25-mars-02	27-déc.-04	54%										
373	1.2.2.1.3	Réunions hebdomadaires Directrice - Comptable	25-mars-02	27-déc.-04	54%										
519	1.2.2.1.4	Réunions hebdomadaires Directrice - Gérante Règle d'avance	26-mars-02	28-déc.-04	54%										
665	1.2.2.1.5	Réunions hebdomadaires Directrice - Renforcement des Capacités	28-mars-02	30-déc.-04	53%										
811	1.2.2.1.6	Réunions hebdomadaires Directrice - Infrastructures Equip. Hydraul.	28-mars-02	30-déc.-04	53%										
957	1.2.2.1.7	Réunions hebdomadaires Unité de Gestion	29-mars-02	31-déc.-04	53%										
1103	1.2.2.1.8	Réunions bi-hebdomadaires BGP et URG Dakar	27-mars-02	29-déc.-04	53%										
1177	1.2.2.1.9	Réunions bi-mensuelles BGP - URG Dakar - Personnel de soutien	27-mars-02	29-déc.-04	53%										

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité	Taux d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement	H - Audit
1197	1.2.2.2	Organiser des réunions de coordination trimestrielles décentralisées	18-févr.-02	16-nov.-04	58%											
1210	1.2.2.3	Organiser des réunions hebdomadaires avec le Cabinet du Ministre	18-juin-01	31-déc.-04	40%											
1211	1.2.2.4	Participer à l'atelier de partage et d'information des Projets du MDS	8-janv.-03	8-janv.-03	100%											
1212	1.2.2.5	Organiser des réunions semestrielles avec le Comité National de Pilotage	10-janv.-01	22-déc.-04	22%											
1222	1.2.3	Faire le suivi comptable des ressources du Projet	1-janv.-01	31-déc.-04	68%											
1223	1.2.3.1	Faire le suivi comptable des ressources de l'exercice 2001	1-janv.-01	31-déc.-01	100%		2%	1,4%								1,4%
1224	1.2.3.2	Faire le suivi comptable des ressources de l'exercice 2002	1-janv.-02	31-déc.-02	100%											
1225	1.2.3.3	Faire le suivi comptable des ressources de l'exercice 2003	1-janv.-03	31-déc.-03	60%											
1226	1.2.3.4	Faire le suivi comptable des ressources de l'exercice 2004	31-déc.-04	31-déc.-04												
1227	1.2.4	Elaborer et honorer les demandes de décaissements de fonds	1-janv.-01	31-déc.-04	80%		1%	0,8%							0,8%	
1228	1.2.4.1	Elaborer et honorer les demandes de décaissements de fonds Exercice 2001	1-janv.-01	31-déc.-01	100%											
1229	1.2.4.2	Elaborer et honorer les demandes de décaissements de fonds Exercice 2002	1-janv.-02	31-déc.-02	100%											
1230	1.2.4.3	Elaborer et honorer les demandes de décaissements de fonds Exercice 2003	1-janv.-03	1-janv.-03	60%											
1231	1.2.4.4	Elaborer et honorer les demandes de décaissements de fonds Exercice 2004	2-juil.-04	31-déc.-04												
1232	1.2.5	Suivre, superviser et évaluer les activités du PLCP	1-sept.-00	31-déc.-04	55%		0,25%	0,1%								
1233	1.2.6	Tenir un atelier de mise en cohérence avec les objectifs du DSRP	28-janv.-03	29-janv.-03			0,13%									0,1%
1234	1.2.7	Procéder à la remise symbolique des documents de financement aux bénéficiaires	7-avr.-03	16-avr.-03			0,13%									
1235	1.2.8	Elaborer le plan d'actions de la FNGPF, suite au rapport d'achèvement du PAGPF	27-mai-03	28-mai-03			0,13%									
1236	1.2.9	Bilan d'étape des activités confiées aux ONG Microfinance	29-mai-03	30-mai-03			0,13%									
1237	1.2.10	Procéder à l'audit des comptes et états financiers	23-déc.-02	31-déc.-04	50%		1%	0,5%								
1238	1.2.10.1	Auditer les comptes de l'exercice arrêté au 31 décembre 2001	23-déc.-02	23-déc.-02	100%											
1239	1.2.10.2	Auditer les comptes de l'exercice 2002	15-mai-03	15-mai-03	100%											
1240	1.2.10.3	Auditer les comptes de l'exercice 2003	16-févr.-04	16-févr.-04	100%											
1241	1.2.10.4	Auditer les comptes de l'exercice 2004	31-déc.-04	31-déc.-04												
1242	1.3	R3. Les partenaires au développement et l'Etat sont informés de l'évolution des activités	1-sept.-00	31-déc.-04	63%	10%										
1243	1.3.1	Informers les bailleurs et l'Etat sur l'état d'avancement du projet	1-sept.-00	31-déc.-04	63%		10%	6,3%				1,9%				
1244	1.3.1.1	Elaborer les rapports d'activités périodiques	1-janv.-01	31-déc.-04	64%											
1245	1.3.1.1.1	Produire les rapports d'activités trimestriels	1-janv.-01	31-déc.-04	65%											
1246	1.3.1.1.1.1	Produire les rapports d'activités trimestriels 1	1-janv.-01	5-avr.-01	100%											
1247	1.3.1.1.1.2	Produire les rapports d'activités trimestriels 2	1-avr.-01	5-avr.-01	100%											
1248	1.3.1.1.1.3	Produire les rapports d'activités trimestriels 3	2-juil.-01	6-juil.-01	100%											
1249	1.3.1.1.1.4	Produire les rapports d'activités trimestriels 4	1-oct.-01	5-oct.-01	100%											
1250	1.3.1.1.1.5	Produire les rapports d'activités trimestriels 5	1-janv.-02	7-janv.-02	100%											
1251	1.3.1.1.1.6	Produire les rapports d'activités trimestriels 6	1-avr.-02	5-avr.-02	100%											
1252	1.3.1.1.1.7	Produire les rapports d'activités trimestriels 7	1-juil.-02	5-juil.-02	100%											
1253	1.3.1.1.1.8	Produire les rapports d'activités trimestriels 8	1-oct.-02	7-oct.-02	100%											
1254	1.3.1.1.1.9	Produire les rapports d'activités trimestriels 9	1-janv.-03	7-janv.-03	100%											
1255	1.3.1.1.1.10	Produire les rapports d'activités trimestriels 10	1-avr.-03	7-avr.-03	100%											
1256	1.3.1.1.1.11	Produire les rapports d'activités trimestriels 11	1-juil.-03	7-juil.-03	100%											

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement	H - Audit	
1257	1.3.1.1.1.12	Produire les rapports d'activités trimestriels 12	1-oct.-03	7-oct.-03												
1258	1.3.1.1.1.13	Produire les rapports d'activités trimestriels 13	1-janv.-04	7-janv.-04												
1259	1.3.1.1.1.14	Produire les rapports d'activités trimestriels 14	1-avr.-04	7-avr.-04												
1260	1.3.1.1.1.15	Produire les rapports d'activités trimestriels 15	1-juil.-04	7-juil.-04												
1261	1.3.1.1.1.16	Produire les rapports d'activités trimestriels 16	1-oct.-04	7-oct.-04												
1262	1.3.1.1.1.17	Produire les rapports d'activités trimestriels 17	27-déc.-04	31-déc.-04												
1263	1.3.1.1.2	Produire les rapports annuels	1-janv.-01	31-déc.-04	60%											
1264	1.3.1.1.2.1	Produire les rapports semestrie 1	1-janv.-01	1-janv.-01	100%											
1265	1.3.1.1.2.2	Produire les rapports annuels 2	31-déc.-01	31-déc.-01	100%											
1266	1.3.1.1.2.3	Produire les rapports annuels 3	31-déc.-02	31-déc.-02	100%											
1267	1.3.1.1.2.4	Produire les rapports annuels 4	31-déc.-03	31-déc.-03												
1268	1.3.1.1.2.5	Produire les rapports annuels 5	31-déc.-04	31-déc.-04												
1269	1.3.1.2	Transmettre les rapports d'activités du Projet aux institutions concernées	1-sept.-00	31-déc.-04	65%											
1270	1.3.1.3	Elaborer le rapport d'achèvement du PLCP	1-nov.-04	31-déc.-04												
1		Unités Régionales de Gestion	1-sept.-00	31-déc.-04	56%	15%	8.4%				3.4%					5.0%
2	1.1	R1. Les partenaires institut. et d'exécution et les commu. de base sont informés et sensibil. sur le PLCP	2-janv.-01	31-mars-03	100%											
3	1.1.1	Informé et sensibiliser les bénéficiaires, les part.instit. Et d'exéc. régionaux	2-janv.-01	31-déc.-01	100%											
4	1.1.1.1	Prendre contact avec les autorités décentralisées et agents de services déconcentrés	2-janv.-01	31-déc.-01	100%											
5	1.1.1.2	Préparer les CRD et CDD	2-janv.-01	31-juil.-01	100%											
6	1.1.1.3	Organiser les CRD et CDD	2-janv.-01	31-juil.-01	100%											
7	1.1.1.4	Préparer et tenir les CLD d'information	1-juil.-01	31-juil.-01	100%											
8	1.1.2	Informé et sensibiliser les communautés de base ciblées par le projet	1-nov.-01	31-mars-03	100%											
9	1.1.2.1	Elaborer un programme de sensibilisation des communautés de base ciblées par le projet	1-nov.-01	31-déc.-02	100%											
10	1.1.2.2	Réaliser le programme de sensibilisation	1-janv.-03	31-mars-03	100%											
11	1.2	R2. Les activités du projet sont coordonnées, supervisées et suivies au niveau régional	1-sept.-00	31-déc.-04	50%											
12	1.2.1	Impulser la mise en place et l'opérationnalisation des CRP, CCP, CICIP et CLP	3-août-01	31-déc.-04	40%											
13	1.2.1.1	Participer à la préparation des arrêtés relatifs aux CRP, CCP, CICIP, CLP	3-août-01	28-févr.-02	95%											
14	1.2.1.2	Favoriser la tenue périodique des réunions du CRP, CCP, CICIP et CLP	4-sept.-01	31-déc.-04	35%											
15	1.2.1.3	Assurer le suivi des recommandations du CRP, CCP, CICIP et CLP	1-oct.-01	31-déc.-04	35%											
16	1.2.2	Participer à la préparation de l'étude de milieu	15-nov.-01	18-juin-02	100%											
17	1.2.2.1	Sensibiliser les communautés et partenaires à la réalisation de l'étude	15-nov.-01	31-déc.-01	100%											
18	1.2.2.2	Suivre l'exécution de l'étude de milieu au niveau régional	15-nov.-01	31-mai-02	100%											
19	1.2.2.3	Organiser les ateliers de validation des résultats de l'étude au niveau régional	3-juin-02	18-juin-02	100%											
20	1.2.3	Planifier, coordonner, superviser et suivre les activités des composantes au niveau régional	1-sept.-00	31-déc.-04	53%											
21	1.2.3.1	Concevoir les planning périodiques d'activités	1-sept.-00	31-déc.-04	55%											
22	1.2.3.2	Exécuter les planning d'activités	1-sept.-00	31-déc.-04	50%											

N°	Code WBS	Nom_tâche	Date_début	date_fin	%_achevé	Poids du résultat	Poids de l'activité d'exécution	A - Etudes et Supervision	B - Construction et Rehabilitation	C - Equipements, mobilier et fournitures	D - Service de spécialistes	E - Formation	F - Ligne de Crédit	G - Fonctionnement	H - Audit	
23	1.2.3.3	Organiser les réunions de programmation et de coordination avec les partenaires	1-sept.-00	31-déc.-04	45%											
24	1.2.3.4	Mêtré en place et rendre fonctionnel le système de suivi retenu pour le niveau régional	1-sept.-00	31-déc.-04	45%											
25	1.2.3.5	Participer aux réunions de coordination décentralisées avec le BGP	1-sept.-00	31-déc.-04	45%											
26	1.2.3.6	Organiser des réunions de concertation avec les partenaires	1-sept.-00	31-déc.-04	55%											
27	1.2.3.7	Produire les rapports et compte rendu nécessaires	1-sept.-00	31-déc.-04	66%											
28	1.2.3.8	Transmettre les rapports aux destinataires	1-sept.-00	31-déc.-04	66%											

Taux de la composante	70%	8,0%	10,0%	16,2%	34,4%	1,9%
Contribution au taux global	6,8%	2,06%	2,03%	1,40%	2,03%	0,005%

Taux global du Projet	44%	19%	26%	17%	35%	20%	36%	50,0%
-----------------------	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-----	-------

ANNEXE 3 :

PLAN DE PASSATION DES MARCHES PAR COMPOSANTE

COMPOSANTE I : Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires

Composante Renforcement des capacités des partenaires et bénéficiaires	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Recrutement MOD en alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	20 août 01	Nov 01	06 nov. 01	10 déc. 01	04 janv. 02		
Recrutement d'un Bureau en IEC	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Octobre 01	12 fév 02	18 fév. 02	05 avril 02	29 mai 02	24 Sept 02	20 oct 02
Recrutement de consultant pour la formation des partenaires d'exécution	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Janvier 01	Septembre 02	Septembre 02	29 octob 02	Novembre 02	Décembre 02	Décembre 02
Diagnostic des ONG et OCB pour les besoins en appui institutionnel	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	1 ^{er} août 02	Sans objet	06 août 02	06 Sept 02	04 oct 02	_____	25 oct 02
Mise en niveau du personnel en informatique	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juin 02	Sans objet	04 Juill 02	07 août 02	17 sept 02	_____	5 nov 02
Recrutement de 30 ONG / opérateurs en Alpha	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juillet 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02
Formation des artisans réparateurs et entretien de pompes manuelles	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	10 déc. 02	Dec 02	07 janv. 03	7 Fév. 03	26 fév. 03	21 mars 03	26 mars 03
Formation de comités de gestion des ouvrages hydrauliques	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	03 janv. 03	Janv 03	27 janv. 03	27 Fév. 03	24 mars 03	16 avril 03	16 avril 03
Formation en maraîchage et arboriculture	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	14 janv. 03	Fev 03	10 fév. 03	13 mars 03	02 avril 03	24 avril 03	28 avril 03
Formation en hygiène et Assainissement	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	22 janv. 03	Fev 03	17 fév. 03	20 mars 03	10 avril 03	02 mai 03	07 mai 03
Formation / recyclage de mécaniciens réparateurs pour le matériel post récolte	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	17 déc. 02	Janv 03	13 janv. 03	14 fév. 03	07 mars 03	28 mars 03	01 avril 03
Formation de comités de gestion communautaire des équipements	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	22 janv. 03	Fev 03	25 fév. 03	28 mars 03	18 avril 03	09 mai 03	13 mai 03
Acquisition de manuels d'alphabétisation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Nov 02	Dec 02	Dec 02	Janvier 03	Janvier 03	Février 03	Février 03

COMPOSANTE II : Microfinance et Activités Génératrices de Revenus

Composante Microfinance et Activités Génératrices de Revenus	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Etude sur les créneaux porteurs	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01		07 Déc. 01	04 janv. 02	8 mars 02	1 fév. 02
Diagnostic des systèmes financiers décentralisés	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01		02 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Recrutement d'un cabinet pour la mise en place d'un système de crédit adapté aux pauvres	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01	10 déc. 01	04 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Diagnostic des structures de caisse de base	Consultation à l'échelon national	20 août 01	10 oct 01	Août 01		04 janv. 02	8 mars 02	14 Mars 02
Recrutement de 18 ONG spécialisées en micro finance, en gestion et en formation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	21 nov. 01	7 déc 01	19 Fev 02	20 mars 02	02 mai 02	Juillet 02	Novembre 02
Recrutement de BE pour la formation des partenaires	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Fév. 02	Sept 02	29 Sept 02	29 oct 02	26 nov 02	10 Déc 02	03 Janv 03
Acquisition de coffres, mobilier	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03
Acquisition de documents de gestion	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 02	Nov 02	Nov 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03
Recrutement de spécialistes en gestion financière et comptable des SFD	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation à mi-parcours (2ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement d'un spécialiste pour le suivi évaluation à mi-parcours (4ème année)	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Sept. 04	Sept 04	Oct. 04	Oct. 04	Nov. 04	Déc. 04	Déc. 04
Recrutement de consultant national en procédures et gestion financière	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03
Recrutement de deux spécialistes en gestion de micro projets	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Dec 02	Dec 02	Dec 02	Janv 03	Janv 03	Fev 03	Mars 03

COMPOSANTE III : Infrastructures, Equipements et Hydrauliques

Composante Infrastructures Hydrauliques & Equipements	Mode Acquisition prévu	Confection DAO	Approbation DAO	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Recrutement de Maître d'œuvre Nordique spécialiste en Infrastructures hydrauliques	Consultation à l'échelon international	28 août 01	27 nov 2001	18 déc. 01	22 fév. 02	20 mars 02	10 Mai 02 (FND)	20 Août 02
Recrutement de Maître d'œuvre Local spécialiste en Infrastructures hydrauliques	Consultation à l'échelon national	15 oct. 01	27 nov 2001	18 déc. 01	8 fév. 02	25 fév. 02	09 avril 02 (FND)	20 Août 02
Recrutement d'entreprise pour la construction des ouvrages hydrauliques et latrines	Consultation à l'échelon national	déc. 02		Mars. 03	Mai 03	Juin 03	Juill 03	Sept 03
Sélection de fournisseurs d'équipements post récoltes et assimilés	Appel d'offres international	Sept 03	Sept 03	Sept 02	Janv 04	Janv 04	Fev 04	Mars 04
Sélection de fournisseurs d'équipements des cases foyers et garderies socio-éducatives	Consultation à l'échelon national	Sept. 03	Oct 03	Oct. 03	Nov 03	Dec 03	Janv 04	Janv 04
Sélection de fournisseurs d'équipements hydrauliques	Appel d'offres international	Juil 03	Juil 03	Août 03	Sept 03	Oct. 03	Nov. 03	Nov. 03
Pompes manuelles	Appel d'offres international	Juin 03	Juin 03	Sept. 03	Nov. 03	Déc. 03	Dec 03	Janv 04

Pompes motorisées	Appel d'offres international	Juin 03	Juin 03	Sept 03	Nov. 03	Déc. 03	Dec 03	Janv 04
-------------------	------------------------------	---------	---------	---------	---------	---------	--------	---------

COMPOSANTE IV : Gestion

Composante Gestion Désignation	Mode Acquisition prévu	Confection DAO ou spécifications	Approbation DAO BAD	Lancement	Remise / Invitation Offres	Envoi résultat adjudication	Approbation BAD	Préparation et signature du contrat
Service de gardiennage	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	17 janv. 02	Mars 02	6 mars 02	5 avril 02	7 mai 2002	12 juillet 02	9 septembre 2002
Maîtrise d'œuvre pour la réhabilitation des locaux	AGETIP	Octobre 00	Novembre 2000	5 Novembre 00	Juin 01	Juin 01	19 juin 01	20 août 01
Etude du Milieu	Consultation à l'échelon national	18 Avril 01		08 Août 01	13 Sept 01	17 Oct. 01		28 Janv. 02
Recrutement d'un expert en passation des marchés	Consultation à l'échelon national	18 Avril 01	Novembre 2001	21 Nov. 01	22 Déc. 01	04 Janv. 02	Mars 2002	1 ^{er} avril 2002
Acquisition de mobilier de Bureaux URG et BGP	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Août 01	Août 01	23 août 01	13 septembre 01	25 Oct. 01	26 avril 2002	07 juin 02
Acquisitions de véhicules 406	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	30 Juin 01	_____	21 mai 01	24 Avril 01
Acquisitions de véhicules tout terrain	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	30 Juin 01	_____	21 mai 01	24 Avril 01
Acquisitions de motos	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	30 Juin 01	_____	21 mai 01	24 Avril 01
Acquisitions de matériels audiovisuels	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	16 Juil 01	_____	21 mai 01	14 Mai 01
Acquisitions de matériels informatiques	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	09 Juil 01	_____	21 mai 01	14 Mai 01
Acquisitions de photocopieuses	IAPSO	Oct 2000	Novembre 2000	5 nov 2000	16 Juil 01	_____	21 mai 01	14 Mai 01
Elaboration de manuels de procédure	Consultation à l'échelon national	Juillet 2001	Juillet 01	01 Juil.01	14 Sept 01	17 Oct. 01		20 Nov. 01
Recrutement d'un cabinet d'audit externe	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Avril 2002	Juillet 02	Juillet 02	27 août 02	21 octobre 02	Nov 02	Déc 02
Mise en place du réseau informatique	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Avril 2002	Sans objet	10 avril 2002	20 juin 02	Sans objet	_____	12 septembre 2002
2ème Enquêtes suivi évaluation de la pauvreté	Consultation à l'échelon national	24 Mars 03	Mars 03	30 Avril 03	30 Mai 03	01 Juil 03	01 Août 03	04 Août 03
Recrutement de facilitateur pour le 1 ^{er} atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	15 nov 02	Nov 02	20 nov 02	19 Dec 02	8 Janv 03	15 Janv 03	20 Janv 03
Recrutement de facilitateur pour le 2ème atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	18 Avril 03	Mai 03	23 Mai 03	23 Juin 03	21 juil 03	11 août 03	25 août 03
Recrutement de facilitateur pour le 3ème atelier bilan évaluation	Consultation à l'échelon national : liste restreinte	Juil 04	Juil 04	Août 04	Août 04	Sept 04	Oct. 04	Oct. 04
Revue à mi-parcours	Avis de recrutement national	Dec 03	Dec 03	janv 04	Fev 04	Mars 04	Mars 04	Mars 04
3ème Enquête suivi évaluation de la pauvreté	DPS	Avril 04	Avril 04	Avril 04	Mai 04	Juil 04	Juil 04	Août 04